

N° 31  
FEVRIER-MARS 1986  
25 F

# AGORA

LIBERTAIRE

DROITE-GAUCHE  
IL FAUT EN SORTIR !

- l'illusion sondage
- la révolte des agoras grecques
- antimilitarisme pas mort !

# GRAFFITOS

## le cinéma des yeux libres

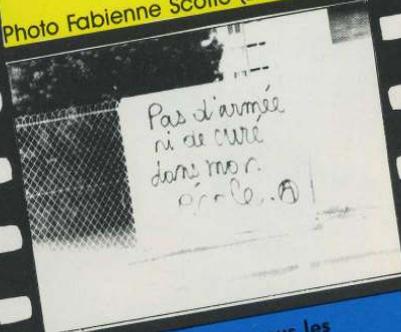


• Photo Richard Rodolphe (Paris)

• Photo Philippe Berghe (Nouméa)



Photo Fabienne Scotto (La Loubère)



Les murs parlent et vous les écoutez. Bonjour les pincesaux en révolte et en poésie. Il y a toujours un graffitis à portée d'appareil. Alors, clic ! photo prise. Vous nous l'envoyez, nous la publions et vous gagnez un abonnement gratuit pour une ou un ami. Etonnant, non ?



• Photo Philippe Morin (Contes)



10

Droite-gauche ?  
N'y a-t-il vraiment  
rien à faire contre  
cette fausse démocratie ?



28

Il y a cinquante ans,  
l'Espagne écrivait  
son présent  
en noir et rouge

# S O M M A I R E

## PLEINS FEUX

- 4. Cercles de Qualité : Le new-look patronal.
- 5. Japon : La ronde des profits, Matsushita Electric.
- 6. Les Postes : Dénoncez-vous les uns, les autres.
- 8. Chemins de fer : La cible syndicale.

## HEXAGONE

- 10. Elections : Vous cohabitez chez vos perdants ?
- 12. Bilan de santé : Antimilitarisme pas mort !

## LIBRE SERVICE

- 14. Radio Libre : Canal Sud, le mérite d'exister.

## SANS FRONTIERE

- 16. Grèce : Des poings levés dans l'agora.
- 18. Tunisie : La résistance syndicale.

## ARGUMENTS

- 21. Sondages : La grande illusion.

## SAUVAGE

- 26. Paris-Dakar : Le cynisme à la une.

## NOTRE MEMOIRE

- 28. 1936 : Espagne noire et rouge.

## COPYRIGHT

- 31. Déclics : Voyage à travers la galaxie verte.

## RUBRIQUES

- 9. Actuelles : des brèves qui en disent long.
- 20. Speed : partout ailleurs, c'est ici.
- 23. Zone : Culture ? Vous avez dit culture ?.
- 24. Kiosque : il pleut des livres.
- 34. Mégaphone : où, quand et comment ?

### DERAISON DE VOTER ?

*Il y a au moins trois bonnes raisons de se décider à aller voter le 16 mars. Ce sont Poniatowski, Peyrefitte, et Lecanuet. Allez, même une quatrième : Elkabbach. Voilà un cauchemar : Elkabbach à la télé interviewant Ponia hilare... Mais il suffit de revoir Fabius, Chevesson ou Delebarre pour se dire aussitôt qu'ils l'ont bien cherché.*

*Alors, n'y a-t-il vraiment rien à faire contre cette fausse démocratie qui nous ferait choisir les hommes d'ici ou de là, mais pour, de toutes façons, appliquer la même politique ?*

*Le désarroi, le désabusement ou le cynisme se confortent dans l'absence d'alternative à des élections présentées, et devenues, cruciales, décisives, etc., et qui mettent en relief l'absence de perspectives coordonnées ou en tout cas spectaculaires de la part des exploités. La réaction aurait-elle gagné avant que nous livrions combat ?*

*Non ! Il y a partout des mouvements, des individus, des petits journaux, des collectifs de réflexion, des radios, des sections syndicales actives, des groupes ponctuels de recherche critique, enfin toutes sortes d'activités que, au regard de l'effervescence des années 70, nous serions tentés de qualifier de débris, de minables, voire de ringards. Ce sont pourtant ces camarades qui nous donnent la leçon : assez de discours sur l'alternative, de vœux pieux sur la coordination du vide !*

*Tous les jours, là où nous sommes et avec les moyens dont nous disposons, faisons, dans les faits, progresser l'idée révolutionnaire, mais par une pratique alternative réelle, une militance qui force, dans son élément, à admettre la réalité d'une utopie. Dépasser la contradiction d'idéal et de la vie, du quotidien et du fatal, de l'individu et de la « cause ». Être soi-même, inscrit dans un combat qui n'en aura que plus de force.*

*Toutes les initiatives qui resituent les rapports de classes là où sont les plus aigus, sur le terrain pratique, seront amenées à se ressourcer, et par là-même, à se revigorer.*

*On s'y retrouvera !*

S.E.



PLEINS  
FEUX  
CERCLES DE  
QUALITE

# LE NEW-LOOK PATRONAL

**EN quatre ans le patronat français a vu s'ouvrir devant lui des perspectives auxquelles il n'osait rêver auparavant. Le recul du mouvement ouvrier et la politique du gouvernement de gauche lui ont permis d'accroître sa productivité et ses profits. L'entreprise est devenue l'idéologie de pointe, le profit est le dernier credo à la mode. On ne parle plus de condition ouvrière mais de la flexibilité, de cercles de qualité, bref de rentabilité.**

**D**EPUIS des années, le CNPF et les petits patrons voulaient plus de souplesse dans leur gestion du personnel. En fait, qu'il y ait crise ou non, cela a toujours été le rêve du patronat que de pouvoir licencier, embaucher, utiliser à sa guise la main-d'œuvre. Seule la pression sociale a pu contenir, endiguer ce type d'ambition. Certains en 81 ont cru qu'à défaut de fort mouvement ouvrier, le gouvernement de gauche pourrait, par la législation, contraindre la pression patronale. L'euphorie passée, ce fut le contraire qui se produisit.

## LA FLEXIBILITE RAMPANTE

**L**A crise, ou sa traduction politique, ont servi de caution morale à une multiplicité d'atteintes aux acquis ouvriers ou plus modestement au Code du travail. Aucun patron n'a été poursuivi

pour entorse à ce Code. Au contraire on dit aujourd'hui qu'ils appliquent la flexibilité avant les autres. C'est tout ! Or, il y a 20% de la main-d'œuvre en France, qui, à l'heure actuelle, a un « statut » précaire. En 1985, 10% des accords signés dans les entreprises, sont en marge de la loi. Précaires, flexibles, à temps partiels, mettons tout ceci au féminin et nous aurons le profil des travailleurs(euses) rêvés par le patronat. Cependant, l'extension de la flexibilité ne semble pas sans limites. 80% des travailleurs relèvent encore du Code du travail. Le rejet en décembre 84 du projet de loi sur la flexibilité a montré la résistance de la base syndicale. Aujourd'hui, le piétinement du texte inspiré par Taddei et écrit par Delabarre, montre, au-delà de l'enjeu politique immédiat, les difficultés à faire passer la flexibilité. Le patronat, quant à lui, y est favorable au-delà du texte proposé, et prône l'extension des modifications aux salaires même. L'individualisation des salaires, tel sera bientôt le thème à la mode.

## LA NIPPOPHILIE

**S**UR ce registre ce sont encore les socialistes au gouvernement qui ont offert au patronat les meilleurs slogans. N'est-ce pas E. Cresson qui affirme qu'il fallait « battre les Japonais sur leur propre terrain et avec leurs propres méthodes... Adapter à la France les innovations sociales qui sont à la base des performances d'un pays comme le Japon ». Et, au cas où le patronat n'aurait pas compris, la CFDT, à l'avant-garde de la modernisation, décrit les cercles de qualité et déclare : « leur rôle est loin d'être nul sur le plan économique... Et nous sommes favorables à ce que le syndicat négocie des accords de zéro défaut... »

Ces recommandations ne sont pas tombées dans l'oreille d'un sourd. S'il y avait, en France, 100 cercles de qualité en 1980, il y en a 15 000 aujourd'hui qui touchent 150 000 salariés, soit 2 000 entreprises. Ces groupes, appelés aussi « zéro défaut » se sont répandus dans la métallurgie, l'informatique et l'automobile surtout.

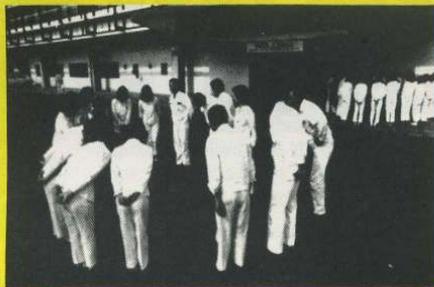
La direction contrôle les cercles à toutes les étapes. Les méthodes de fonctionnement, la formation des animateurs, les sujets étudiés, tout est canalisé en vue de la productivité de l'entreprise. Evidemment, le « volontariat » est de rigueur. Ainsi à Usinor-Dunkerque, depuis 82, 2 600 ouvriers (sur 9 000 salariés) participent à ce type de structure baptisée ici « CQFD ». Les socialistes auront donc jeté les bases d'un capitalisme new-look qui, si l'on regarde ce qui se passe au Japon, n'est pas si « new » que ça. □

Julie Desgranges



Les bases d'un capitalisme new-look.

# LA RONDE DES PROFITS



Les travailleurs commencent par chanter l'hymne de l'entreprise.

**M**ATSUSHITA Electric : cette société privée a été une des premières à introduire les cercles de qualité. Dans cette entreprise, nous avons interrogé une travailleuse du secteur radio. Elle a 22 ans et travaille là depuis 7 ans. A 8 heures commence son travail. Elle se rassemble avec ses collègues autour du responsable du *han* (groupe). Les travailleurs commencent par chanter l'hymne de l'entreprise puis

récitent le credo des employés. Après la récitation, l'un des travailleurs doit faire un discours de 10 minutes devant le groupe. Le thème est choisi librement. Le but est d'apprendre à persuader les autres. Ce discours étant quotidien, cela signifie que chaque membre du groupe doit en faire environ un par mois. Aujourd'hui le thème choisi concerne les relations entre les valeurs de l'entreprise et la société japonaise...

## LES CERCLES DE MATSUSHITA

**C**HAQUE groupe est, en même temps, un cercle de qualité. Les travailleurs sont invités à les mettre sur pied « volontairement » afin d'améliorer leur travail et de résoudre les difficultés survenant quotidiennement. Chez Matsushita, les cercles se réunissent une fois par mois après le travail. Comme ils sont « volontaires » les participants ne sont pas payés pour ces activités. Une fois par mois, toute l'usine se réunit pour une séance où sont examinées les suggestions des employés. Chaque travailleur est tenu de faire au moins trois suggestions par mois. Les suggestions sont classées de 1 à 9. « Si ma suggestion est classée 8, je reçois 1 000 yens. Si tous les membres du groupe font des suggestions, le groupe reçoit une prime de 1 500 yens. Nous gardons cet argent pour un voyage ou un banquet de fin d'année ». Mais Matsushita ne se contente pas de primer les suggestions des employés ; il organise aussi un mouvement de suggestions. Un représentant du comité de suggestions est placé dans chaque groupe pour encourager les membres à écrire.

**C'**EST le patronat qui, le premier, établit dans ses entreprises les cercles de qualité. Il y en a aujourd'hui plus d'un million dans l'archipel nippon.

Du point de vue théorique, le système des petits groupes s'est inspiré des behavioristes comme E. Mayo et D. Gregor, pour lesquels les besoins de reconnaissance, de sécurité et d'appartenance à un groupe, sont les moteurs essentiels de la productivité des travailleurs. La prolifération de ces cercles en Europe, a amené l'U.I.F. (Union Internationale des Travailleurs de l'Alimentation) à faire une enquête sur le terrain. Ce sont quelques éléments de ce travail que nous reproduisons ici.

Ces petits groupes sont très efficaces comme instrument de compétition. Leurs membres sont manipulés de sorte qu'ils se sentent supérieurs à ceux d'autres groupes et jouent le jeu de la concurrence pour augmenter la productivité.

Sur le lieu de travail le syndicat ne joue presque aucun rôle. Prétextant de « l'intérêt à long terme des travailleurs dans l'économie de marché » le syndicat n'a jamais organisé de grève. A chacune de nos questions : « le syndicat vous a-t-il une fois aidé à résoudre un problème dans votre travail ? », « connaissez-vous quelqu'un qui a reçu de l'aide du syndicat ? », « parlez-vous des problèmes syndicaux au travail ? », notre interlocutrice a répondu : « non, si j'ai besoin d'aide au travail, je m'adresse au responsable du groupe et non au syndicat ». □

### LA PHILOSOPHIE MATSUSHITA

**L'**UNE des caractéristiques de cette entreprise est son insistance sur les « valeurs spirituelles » fondées sur une morale de type féodal qu'elle distille dans une école et un journal mensuel « PHP », monument d'idéologie conservatrice.

Voici le credo des employés : « Les progrès et le développement ne peuvent être réalisés que grâce aux efforts et à la coopération de chaque membre de notre entreprise. Chacun de nous doit garder constamment cette idée en tête pour se consacrer à l'amélioration continue de l'entreprise ».

C'est aussi « joli » que les « 7 valeurs spirituelles » de l'usine :

« 1) le service à la nation par l'industrie. 2) la loyauté. 3) l'harmonie et la coopération. 4) la lutte pour l'amélioration. 5) la courtoisie et l'humilité. 6) l'adaptation et l'assimilation. 7) la gratitude... ».

Tous les matins, les travailleurs sont obligés de répéter ces slogans et peu à peu ils deviennent des « gens de Matsushita ».

\* Sous le gouvernement militariste des années quarante, ce slogan était utilisé par l'Association patriotique industrielle, inspirée de l'Arbeitsfront nazi.

**PLEINS  
FEUX**  
CERCLES DE  
QUALITE

# DENONCEZ-VOUS LES UNS LES AUTRES

**L** E système de contrôle du travail par les petits groupes n'a pas épargné les postes japonaises. Cette entreprise publique dépend largement du travail manuel. Pendant longtemps les syndicats ont remporté d'importantes victoires face à la direction.

**D** ES 63, de petits groupes ont été formellement créés sur les lieux de travail. Le syndicat s'y est opposé mais il lui était difficile de lutter contre eux car ils semblaient n'être alors que de pure forme. Des groupes de travail existaient déjà. Le changement consistait seulement à les reconnaître légalement et à désigner leurs responsables parmi les travailleurs les plus anciens. La direction évitait l'affrontement et s'efforçait surtout d'organiser et d'éduquer les membres en vue de la campagne pour la productivité.

## L'EVOLUTION DES CERCLES

**A** U début, plusieurs cours de formation étaient ouverts à l'académie postale. Les responsables de groupe appréciés par la direction étaient envoyés en cours de formation. La direction pouvait là dire et faire ce qu'elle voulait sans contrôle des syndicats. Les responsables de groupe étaient invités à quitter le syndicat et à modifier le climat de travail dans l'entreprise. Le but était d'en faire un contre-pouvoir anti-syndical. Dans de nombreux cas les travailleurs syndiqués ont rejeté ces nouveaux responsables de groupe fraîche-

ment retournés. Le Syndicat des travailleurs postaux (Zentei) a dénoncé ces pratiques anti-syndicales et a lutté contre elles. Le système de contrôle du travail par les cercles est alors rentré dans une nouvelle phase.

En 1980, la direction des postes annonce ainsi les changements : « La méthode utilisée pour la formation des responsables de groupe, fondée sur les encouragements individuels (NDLR : si vous travaillez mieux, vous aurez une promotion), s'est avérée inefficace. Il existe des lois non écrites sur le lieu de travail auxquelles les travailleurs souscrivent automatiquement, par un sentiment d'appartenance et une nécessité de conformité. Toute déviation par rapport à ces règles leur fait craindre un rejet. Par conséquent, il faut, à la fois, changer les mentalités et leur environnement social. Comment faire les deux à la fois ? Le retard qu'ont mis les postes à réorganiser les lieux de travail leur permet d'adopter aujourd'hui les méthodes scientifiques les plus modernes et les plus éprouvées dans le monde des affaires. Après une étude approfondie des sciences du comportement et des divers

modèles mis en œuvre dans le secteur privé, la direction des postes préconise une nouvelle politique : le programme pour la revitalisation de la place du travail ».

## « L'AUTONOMIE » BIEN PENSEE

**L** ES nouvelles méthodes sont fondées sur l'idée selon laquelle les gens travaillent mieux s'ils se savent responsables de leur destin ; ils se sacrifient pour l'entreprise s'ils trouvent des satisfactions dans leur travail et peuvent espérer atteindre les objectifs qu'ils se donnent de façon « autonome ». La direction affirme ainsi : « chacun a un pouvoir créateur ou une compétence particulière. Jusqu'à maintenant, nous n'avons utilisé qu'une faible part de cette capacité humaine. Or le contrôle du travail par l'autonomie permettra d'utiliser à plein toutes les compétences ».

Sur la base de cette théorie, les travailleurs seront divisés en petits groupes de 5 à 10 membres et chacun devra accorder ses propres aspirations à celle



du groupe. L'efficacité ne sera pas ordonnée par un surveillant mais sera l'objectif « autonome » de l'ensemble du groupe. La direction affirme alors qu'alors les travailleurs trouveront dix satisfactions à agir pour le groupe : « 1) ils surmonteront leurs complexes d'infériorité ; 2) ils seront estimés du fait de leurs performances ; 3) ils accompliront leurs tâches par eux-mêmes ; 4) ils reconnaîtront leurs compétences personnelles ; 5) ils développeront leurs capacités ; 6) ils mesureront leur potentiel de travail ; 7) ils collaboreront avec leurs amis sur un projet ; 8) ils gagneront l'amitié et l'amour ; 9) ils travailleront pour une bonne entreprise ; 10) ils vivront mieux matériellement... ».

Ainsi les travailleurs sont censés ne ressentir du plaisir que s'ils lient leur sort à celui de l'entreprise. Leur valeur d'être humains est réduite au sentiment d'appartenance à une entreprise.

### DE LA SOLIDARITE ?...

Le cœur de cette politique de contrôle est le petit groupe. Sous la conduite scrupuleuse de la direction, le petit groupe accomplit de façon « autonome » ses trois missions : planifier - réaliser - vérifier. Dans ce système, bien sûr, le syndicat ne joue aucun rôle. Seule la direction a « le droit de planifier et de contrôler le travail ». Elle considère que l'un des avantages majeurs des petits groupes est que de la solidarité entre les membres du groupe et le surveillant émerge un sentiment d'appartenance. C'est sans doute vrai mais c'est aux frais de la vraie solidarité entre les travailleurs qui s'exprime normalement à travers le syndicat. Ainsi, lorsqu'un travailleur est nommé responsable de groupe il commence généralement à se sentir supérieur aux autres, même si son salaire n'est guère plus élevé (environ 500 yens de plus, soit 25 dollars). Il est envoyé dans un cours de formation et encouragé à se sentir supérieur. Quelquefois, on lui fait fréquenter des entreprises modèles comme Matsushita. Il en revient impressionné par l'efficacité des cercles... Il ne va plus aux réunions syndicales et commence à organiser à son tour des petits groupes pour augmenter la productivité. C'est la première étape : le groupe se réunit deux fois par semaine. Les responsables de groupe passent plus de temps à surveiller et moins à travailler. Le thème des réunions reste encore tolérable : l'amélioration du service postal, l'étude des règlements.

## « Après une étude approfondie des sciences de comportement... »

Quand les travailleurs s'habituent aux réunions, ils entrent dans la troisième étape : comment accroître la productivité et comment se concurrencer les uns les autres.

### LES SYNDICATS ET LES CERCLES

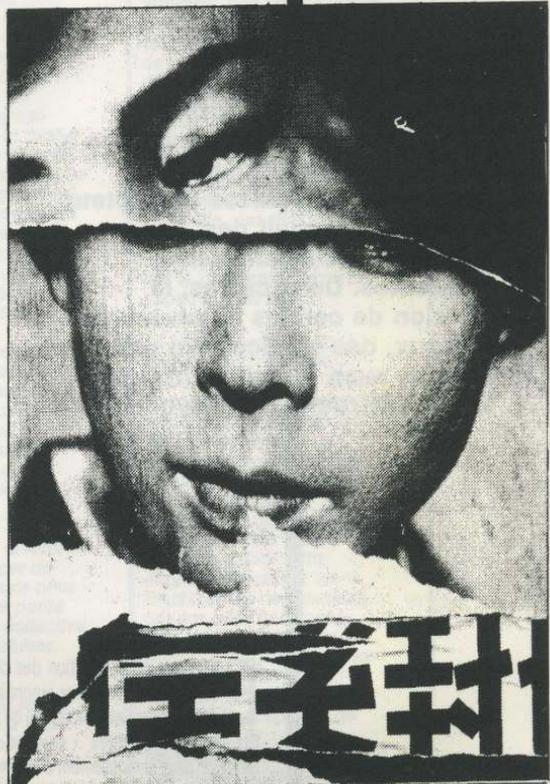
NOUS-mêmes, syndicalistes, refusons d'assister aux réunions de groupe, de sorte que les activités de ces cercles sont plutôt stagnantes, et que le syndicat reste puissant. Mais, dans les bureaux postaux où les syndicalistes sont minoritaires, les activités des cercles sont florissantes. Le moral des travailleurs y est alarmant. L'un d'eux nous dit : « ...Nous sommes submergés par les objectifs "autonomes" qu'on nous impose : « écrivez sur votre groupe, accomplissez les normes, soyez toujours attentifs à l'efficacité... ». On prétend que la discussion de groupe est une excellente façon de résoudre les problèmes. Mais si les résultats de cette discussion sont fixés à l'avance, la discussion est une perte de temps. Dans les réunions, je reste silencieux, c'est un moyen d'exprimer tout le dégoût que m'inspirent ces activités de groupe ».

Dans la phase la plus avancée du système de contrôle par les petits groupes, les travailleurs sont totalement sous la coupe de la direction, physiquement et moralement. Leur vie entière est liée aux objectifs de l'entreprise, à l'amélioration de la production.

Certains patrons disent même : « ce système est meilleur que la négociation collective qui ne sert que les intérêts immédiats ». Il faut rappeler à ce sujet que les travailleurs japonais n'ont même pas encore réussi à garantir leurs « intérêts immédiats ». Les bas salaires, la brièveté des congés, l'augmentation de la productivité... sont encore admis sous prétexte des « intérêts à long terme des travailleurs dans l'économie de marché ».

Il faut lutter contre ce système de contrôle et maintenir la solidarité ouvrière à la base. Il est donc urgent de revitaliser les activités syndicales à la base. □

Le but était d'en faire un contre-pouvoir syndical.



La direction contrôle à toutes les étapes les cercles de qualité.

### ET DANS LE QUOTIDIEN

Un ouvrier des postes raconte : « Avant, personne ne disait : « tu es paresseux », ou « tu te reposes trop », mais maintenant un responsable de groupe peut dire sans honte, comme c'est arrivé dans une assemblée générale du personnel : « malheureusement, il y a encore dans notre groupe des gens inefficaces. C'est un fardeau pour nous. Dans notre bureau, les réunions de groupe, ont lieu à 3 heures de l'après-midi, le lundi. Les syndicalistes n'y participent pas. Mais les responsables de groupe, la plupart syndiqués, sont perplexes mais ils sont obligés de discuter les thèmes proposés par la direction... ».

**PLEINS  
FEUX**  
CERCLES DE  
QUALITE

# LA CIBLE SYNDICALE

**L**e système de contrôle du travail par les petits groupes a aussi été introduit dans les entreprises japonaises du secteur public où il y avait des organisations syndicales puissantes. Dans ce cas, la création de cercles au niveau des bureaux, des services, ou des équipes avait directement pour but la destruction des syndicats.

**E**n 70 et 71, la direction des chemins de fer nationaux japonais a créé sur les lieux de travail de petits groupes appelés « équipes de réflexion pour le mouvement d'augmentation de la productivité ». Cette campagne a été baptisée mouvement « Marusei ». La direction en appelait à une « révolution de la conscience des travailleurs » pour l'amélioration de la productivité. En réalité il s'agissait de modifier le rapport de force sur les lieux de travail en faveur des employeurs.

## SYNDICATS ET CERCLES

**L**e taux de syndicalisation au Japon (32%) est plus élevé qu'en France. Après la « purge rouge » des années 50, les syndicats japonais se sont réorganisés sur la base de l'entreprise. Souvent il n'existe qu'un seul syndicat pratiquant le « closed shop ». Deux grandes confédérations dominent : Sohyo (4,5 millions d'adhérents) qui se situe à gauche, et Domei (2,1 millions) très conservatrice.

Face aux diverses innovations patronales des années 70 dont le but était de « définir un nouveau style sophistiqué de main-d'œuvre », les syndicats se sont divisés. Domei a toujours soutenu, voire encouragé cette coopération, alors que Sohyo et les syndicats d'extrême-gauche l'ont toujours combattue. Depuis le début des années 80, gauche et extrême-gauche ont étendu leurs revendications. Si l'épreuve de force contre les cercles de qualité se poursuit, les luttes contre les licenciements sont à l'ordre du jour.

La grève menée, en novembre dernier par le syndicat des chemins de fer contre le projet de dénationalisation, en est un bel exemple.

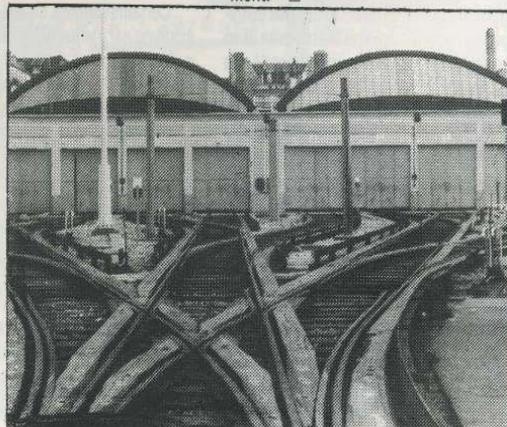
## CRITIQUE ET AUTOCRITIQUE

**P**USIEURS éléments caractérisaient la structure du mouvement « Marusei ». Le chef de gare était le président des groupes de réflexion tandis que les chefs de section en étaient les vice-présidents. Les chefs d'atelier étaient les coordinateurs. Ensemble ils formaient ainsi dans chaque gare le présidium qui régnait sur des groupes de réflexion de 5 à 7 membres organisés sur les lieux de travail. Les responsables de groupe se chargeaient de recruter de nouveaux adhérents surtout parmi les syndiqués affiliés aux organisations les plus militantes.

Dans certains cas, tous les employés de la gare se sont laissés diviser en petits groupes et ont rejoint la campagne pour la productivité. Ces groupes avaient la même fonction que les cercles de qualité du privé. Les travailleurs étaient obligés d'être constamment conscients des problèmes d'efficacité et d'entraîner, de façon « autonome » évidemment, le mouvement pour la productivité. Ils se réunissaient une fois par semaine ou même tous les jours après le travail pour discuter de l'augmentation de la productivité selon la méthode de « la critique et l'auto-critique ».

## L'ATTITUDE DES SYNDICATS

**A**U début les deux syndicats les plus actifs dans les chemins de fer ne se sont guère préoccupés de cette campagne. Ce n'est que lorsqu'ils se sont aperçus que la direction offrait des promotions aux syndicalistes qui démissionnaient pour rejoindre le mouvement pour la productivité qu'ils ont décidé de contre-attaquer. Ceux de leurs membres qui avaient participé aux groupes de réflexion ont été invités à les quitter. Les syndicats ont empêché la tenue des meetings de la campagne pour la productivité. Par ailleurs, un tribunal d'arbitrage chargé de résoudre les conflits de travail a rendu un jugement selon lequel la direction des chemins de fer se mêlait illégalement des affaires syndicales. C'était la première victoire des syndicats. Au même moment, l'opposition parlementaire lançait une enquête sur la violation de la loi syndicale. Quelques temps plus tard, la direction des chemins de fer annonçait aux syndicats son intention de suspendre la campagne Marusei pendant deux mois. Cette campagne n'a depuis jamais été relancée... Les deux syndicats avaient gagné. Ce qui n'empêche pas que les deux syndicats en question sont aujourd'hui la cible de la direction et du gouvernement. □





### L'ACHARNEMENT

Il était un coupable idéal. Il y a un an, il écrivait au procureur général : « La droite a voulu comme volonté politique le retour de Knobelspiess en prison. La gauche a acquiescé et laissé faire, alors qu'elle fût en toute connaissance de cause acquéreuse de Knobelspiess et avait un devoir de prudence, tant cette grâce faisait de moi une cible... Au contraire, elle s'est reniée, m'a sacrifié aux balles d'une police séditeuse, ainsi qu'à l'erreur judiciaire ressuscitée ». Enfin tourmenté, et acquitté, au terme d'un procès au long cours, Roger Knobelspiess a recouvré la liberté. Guy Bedos, Denis Langlois, Paco Ibanez, François Cavanna, Leny Escudero et quelques rares fidèles étaient là, à ses côtés, pour témoigner dans cette affaire d'attaque de fourgon blindé. Accablé par les revanchards et autres tenants de discours sécuritaires, l'auteur de « Q.H.S. » avait été lâché par une certaine intelligentia parisienne qui l'avait pris un temps pour symbole. Vedette malgré lui, victime de son image médiatique, le « gracié de Mitterrand » aura payé de plus de trente mois de détention préventive cette nouvelle machination. D'origine sous-prolétaire, ayant été, en 1972, condamné à 15 ans de réclusion pour un vol de 800 F, l'écrivain de talent qu'il était devenu refusait de renier ses anciennes amitiés. Acharnement policier, désinformation des médias lors de son arrestation, délation, vide du dossier d'instruction, absence de preuves : rien n'aura fait défaut contre cet homme coupable d'avoir fait passer dans l'actualité une parole de prisonnier. L'injustice enfin dévoilée, le scandale de la détention préventive n'en est que plus grand. □

M. A.

### NOTRE MEMOIRE AU PLUS OFFRANT

Hey ! T'as vu, l'autre jour, à l'hôtel des ventes de Nantes ? C'était le 30 novembre dernier. Ouais, c'est périmé, mais ça valait le détour... On mettait aux enchères la collection privée d'un certain Marcel Bekus, amateur de documents anarchistes. Ce collectionneur pas banal (ingénieur polonais, arrivé en France en 1922 après une ballade en Russie de 1905 à 1917, mort en 1938) s'était vivement intéressé à tout ce qui bouge du côté de l'anarchie et, vers la fin de sa vie, bien sûr, à la guerre d'Espagne. Certains ont donc pu se rincer l'œil avant la mise à prix d'une foule d'œuvres diverses. Pour n'en citer que quelques-unes (pardonnez les oublis, nous n'avons pu faire le déplacement) : — la collection quasi complète des 38 numéros de la « lettre bougrement patriotique du vénérable Père Duchêne » ; — des affiches et le journal officiel de La Commune ; — Enfin, de nombreux tracts, affiches, manifestes et même un clin d'œil à la coquetterie des foulards (mais à message, signés non pas Hermès mais CNT-ATT) sur la guerre d'Espagne. Les pros ont pu se divertir et acquérir des « pièces de musée ». Ouais, mais nous y avons perdu une partie de notre mémoire collective ainsi mise aux enchères. Alors, vous, les collectionneurs d'aujourd'hui, vous savez ce qu'il vous reste à faire. N'oubliez surtout pas de coucher sur papier dons et legs à un centre de documentation auquel reviendront ces pans de « Notre Mémoire ». Ce ne sont pas les adresses qui manquent. En cherchant bien, il y a peut-être un centre près de chez vous. Mais vous pouvez aussi miser sur les « valeurs sûres » (le CIRA de Genève ou l'Institut d'Histoire Sociale d'Amsterdam). □

J.G.



### TOUTE LA VERITE SUR LA MORT DE MACHORO ET DE NONARO

Le 12 janvier 1985, Eloi Machoro et Marcel Nonaro tombaient sous les balles du GIGN dans la ferme Lapellerie à La Foa (Kanaky). Aujourd'hui tout le monde sait qu'ils ont été lâchement assassinés. Selon la thèse officielle, l'ordre donné à l'époque par Pisani était « de neutraliser les plus virulents, non pas de tuer et c'est la fatalité » qui a tué Eloi et Marcel. De plus le tir de neutralisation aurait été déclenché en riposte à des tirs militants FLNKS et Eloi serait tombé l'arme à la main.

Tout ceci n'est que pur mensonge comme le prouvent les faits établis par l'enquête : les dépositions des témoins et le rapport d'expertise balistique rédigé par le professeur Ceccaldi expert auprès des tribunaux.

La bavure provient donc d'une initiative locale couverte ensuite par Pisani lui-même, qui a endossé la responsabilité de l'affaire. Ceci prouve que le gouvernement ne contrôle pas les forces de l'ordre. Le capitaine Saffray lui-même qui a organisé le pique-nique de Thio et plusieurs colons ultra étaient présents sur les lieux. Les tirs des assassins ont donc été déclenchés sous la pression des colons présents, et motivés par la défaite cuisante que Machoro leur a fait subir pendant l'occupation de Thio.

Les camarades d'Eloi se sont rendus aux forces de l'ordre sans avoir tiré un coup de feu. Tous les témoignages le prouvent. Par contre au cours des interrogatoires à la gendarmerie, ils ont subi des pressions internes avec des mauvais traitements dont des tabassages. Par ces méthodes, les gendarmes cherchaient à leur faire changer leurs dépositions, les obliger à mentir en adoptant leur thèse. Toujours selon le rapport, Eloi portait l'arme à la bretelle et non pas à la main. Aucun des camarades n'a tiré un seul coup de feu ce jour-là, mais après la reddition, les gendarmes ont déchargé les armes du FLNKS en tirant en l'air pour faire croire que les militants avaient fait feu. Une évidence s'impose à tous maintenant Machoro et Nonaro ont été assassinés comme l'ont été Declerq - Kadouma - Daye... jusqu'à quand l'injustice coloniale ?

ELECTIONS (ANTICIPATION)

VOUS COHABITEZ  
CHEZ VOS PERDANTS ?

Entre une gauche qui ne tient pas ses promesses  
et une droite qui risque d'aller au-delà des siennes,  
Le 16 mars, le match sera nul

**L**A droite a gagné. Sans blague ? Vous ne le saviez pas ? Mais non, ce n'est pas parce que nous paraissions un mois avant le 17 mars et qu'il faut anticiper l'événement... On le sait depuis six mois. Grâce aux sondages (voir Arguments). Comme dit Bedos : « C'est pas la peine de vous déranger, surtout ceux qui voteraient à droite... »

**M**AINTENANT on sait tout. Les élections, c'est une formalité. Mais il faut bien en faire pour au moins fixer la date de déménagement des ministères. Eh oui ! C'est pour ça qu'on les fait. Vous savez pas comment on sait : c'est pourtant simple. Depuis que Gallup, en 1936, faisait faire un « vote de paille », messieurs les techno-socio machin en logues sont arrivés à l'Echantillon. L'échantillon, c'est un truc, vous y êtes pas vous, non, non. C'est des individus sélectionnés, triés sur le volet, pour leur représentativité. C'est-à-dire 1 général, 3 curés, 10 bouchers, 6,35 instituteurs, 17 femmes (sic), 2,8 chefs d'entreprise, 23 employés modèles, quelques ouvriers, le reste de cadres, mais pas d'immigré, ça vote pas, alors. On leur pose une question, tout plein facile à comprendre, et ils mettent une croix là où c'est marqué. Mais ils ont le choix de leur réponse, sinon ça serait truqué. D'ailleurs, le plus souvent, entre 10 et 35% ne se prononcent pas.

Sans opinion, ça c'est grave. Contagieux pire que le Sida. « Ne se prononce pas ». En voilà des représentatifs, dis donc.

« — Vous êtes pour ou contre la cohabitation ? — Je sais pas.

— Vous êtes pour que ceux pour qui vous allez voter gouvernent avec ceux contre qui vous aurez voté ?

— Vous voulez ma main sur la gueule ? »

COHABITATION  
OU COMPATIBILITÉ

**L**A cohabitation aussi, c'est un truc, vous n'y êtes pas non plus. La cohabitation, avon-nous entendu, c'est le problème posé à la droite de savoir si elle acceptera de gouverner, c'est-à-dire de réaliser son programme avec ce vilain président de gauche qui pourrait encore faire des discours. Et ils s'empaillent entre eux. « Ouais, vous voulez aller à la soupe, dit Barre, et en fait, il va vous mettre des bâtons dans les roues et ce sera bien fait. » « Meuh non, il faut redresser la France (scoliose) et faut commencer tout de suite..., d'ailleurs c'est parce que toi tu veux l'écharpe tricolore en 1988, alors ta gueule ! »

C'est un débat extrêmement passionnant, nous bavions à chaque petite phrase du dimanche soir.

Mais, dis donc, la cohabitation, si vraiment le gouvernement gouverne et que la droite fait ce qu'elle veut, des ministères à l'assemblée, ça revient à dire que Tonton, finalement, il va rester avec ces gens-là et qu'il va accepter de cautionner non seulement la non-réalisation de ses promesses de 81, mais en plus le démontage de ses actions de 81 à 86... La cohabitation, comme problème, c'est aussi pour lui. Pourquoi n'y a-t-il pas eu ce débat à gauche : « Le camarade Président doit-il se retirer et montrer que cette politique n'est pas celle pour laquelle il a été élu ? » Voilà ce qu'on aurait dû entendre poser comme question, et on aurait appelé ça « pour ou contre la collaboration ». Les mois à venir ne manqueront pas de traumatiser les valeureux militants socialistes qui auraient pris le maquis. Mais que cela n'ait pas eu lieu, c'est simplement que le cli-vage gauche/droite ne concerne pas tant le personnel politique que les administrés.

Parce que cette question, si elle pouvait faire sourire dans les pincailages autour du Programme commun en 1977, du type : « il faut 10 nationalisations de plus — mais non il en faut 24 — mais non ça va coûter trop cher »,... elle ne nous fait plus rire du tout.

C'est que les promesses non tenues par Mitterrand, on savait à quoi s'en tenir, mais pour les millions de gens qui avaient voté pour lui, et dont certains vont recommencer, c'est une saloperie.

Si, comme disait Lénine, « les engagements pris devant la bourgeoisie ne comptent pas lorsqu'ils servent la cause du prolétariat », le PS et François Mitterrand ont dû prendre la leçon à l'envers : « les engagements pris devant le prolétariat ne comptent pas lorsqu'ils servent la cause de la bourgeoisie »...

Pendant des mois, Mitterrand nous a expliqué (rappelez-vous les « c'est pas si simple » de Max Gallo) qu'il les tiendrait, mais qu'il avait la durée pour lui, qu'il ne pouvait tout faire dès les premières années, qu'on verrait au terme du septennat... Exproprier les patrons qui licencient, réduire le service national à 6 mois, donner le droit de vote aux immigrés, supprimer le conseil constitutionnel, étendre les droits des travailleurs à ceux des PME, supprimer la TVA, couper les vivres à l'école privée, tout cela il ne l'a pas fait alors qu'il en avait les moyens : une majorité absolue à l'Assemblée. Le prétexte est maintenant tout bon pour ce grand bourgeois arriviste : « Je m'agite pour porter le drapeau du PS, mais je suis élu par tous les Français, ils m'aimeront et je ne serais pas responsable s'il me faut appliquer la politique de la droite. »

### DE LA FORCE TRANQUILLE A LA DROITE PEINARDE

**M**ENFIN bon. Ces élections, c'est quand même une chose sérieuse. En tous cas, le bruit court. D'ailleurs avez-vous remarqué à quel point on ne parle pas du tout des premières élections régionales qui auront lieu ce jour-là. On va se retrouver avec des élus régionaux après une campagne sur l'attente douce ou pas.

Il y a un signe pour prouver le sérieux de l'affaire, c'est que les politiques font comme aux autres élections : ils modèrent leur programme écrit tout en haussant le ton : symptomatique.

La droite réactionnaire, tout en plastronnant avec arrogance sur l'insécurité, le chômage, les fonctionnaires preneurs d'otages, les nationalisés déficitaires, etc., a du mal à s'entendre sur une plate-forme commune programmatique. Même si les projets de ventes de chaînes de télé, de Renault, de Thomson, et pourquoi pas des PTT, SNCF et autres sont dans l'air et représentent un avenir tumultueux pour les travailleurs et les usagers, il n'en reste pas moins que ces derniers mois ont montré que c'est à des ballons d'essai des réactions de l'opinion publique que se sont livrés les *Pantalones* de la droite.

L'option n'est pas neutre : avant de préciser le programme, les chefs de file du libéralisme à tout crin ont voulu sonder à leur manière l'impact de telle ou telle proposition. Non pas qu'ils y renonceraient faute de l'adhésion de leur clientèle, mais plutôt qu'ils n'en feraient pas un cheval de bataille s'ils craignaient l'impopularité.

### VOTER UTILE, QUI L'EU T CRU ?

**O**R la gauche n'apparaît pas crédible, surtout dans une élection où il n'y a plus de « gauche », où l'on ne peut « battre la droite » qu'en « votant utile », c'est-à-dire pour un parti qui ait des chances de contrebalancer la majorité annoncée par les sondages. Le vote à la proportionnelle à un seul tour implique que chaque voix sera comptabilisée pour le parti choisi et le renforcera. Le vote de barrage devient une délégation de représentativité.

Le Parti communiste, du coup, a un boulevard devant lui : « Il tient bon quand tout cède », dit le slogan. Et combien de camarades, machine à calculer en main, soupirent : « Tous comptes faits, c'est PC que je vais voter ». Eh oui, soutenir l'orientation « lutte de classes » du parti des travailleurs pour montrer qu'on est gauche sans cautionner les compromis du PS, encourager les communistes à redevenir le parti des usines contre les partis du Parlement... Mais du coup redorer le blason des staliniens qui ont du mal à nous faire oublier leur passé simple et leur imparfait (« Oui, mais quand on était au gouvernement, c'était pas la même politique »), c'est dur à avaler quand même. Billancourt peut-il être encore plus désespéré ?

### VOYEZ ROUGE, VERT, BREF ALTERNATIF

**E**T les autres, là, à gauche de la gauche, ils nous avaient dit : « la victoire de mai 81 est l'effet retardé de mai 68 : la majorité sociologique a obtenu la majorité politique » puisque PC est PS des partis de la classe ouvrière. On allait voir toute une génération qui avait cru au Programme commun, aux promesses de la gauche unie enfin au pouvoir, rompre devant les trahisons réformistes, avec les illusions parlementaristes. On allait voir une recomposition du mouvement ouvrier pour se préparer à lutter pour l'application des promesses, pour la satisfaction des revendications et grossir les rangs des révolutionnaires qui, très vite, construiraient l'Alternative politique aux

partis gouvernementaux. Large, unitaire, mieux qu'en Allemagne, regroupant les déçus combattis, des écolos, des syndicalistes écœurés, des trotskystes, des ex-maos, des néo-ruraux, Lip, le Larzac, les squatts, Malville et Longwy, tous unis.

Bon, d'accord, c'est pas ce qui s'est passé... Mais, c'est ce qui va se passer, disent-ils aujourd'hui, à cause du défaitisme de cette même gauche, de sa division, de ses compromis, voire de sa collaboration avec la bourgeoisie. Craignez nantis, v'là la jeun'garde ! Tous ces courants d'extrême-gauche n'analysent pas la période de la même façon mais en déduisent chacun la même nécessité d'un grand mouvement alternatif et dynamique.

Comme à chaque élection, de 74, 77, 78, 81 et j'en passe, se créent des comités unitaires de base de soutien aux listes révolutionnaires. Voyez rouge ! qu'ils disent. L'unité, la base, l'ouverture ne se rappellent à leur bon souvenir qu'aux veilles d'échéances électorales. Même dans les reflux les plus tragiques de la conscience de classe, on abandonne cela au lendemain de ces déchéances électorales pour renforcer l'Organisation. Mais voilà, des dizaines d'années de programme figé, de tactiques zigzagantes et de polémiques stériles ont bien espacé les rangs des révolutionnaires et « ce n'est qu'un début le combat continue » a laissé place à « tous ensemble mais les autres veulent pas »...

Alors, du MPPT (Mouvement pour un parti des travailleurs) en passant par Lutte Ouvrière, jusqu'à la Ligue communiste révolutionnaire, chacun présente sa liste où il peut, espérant avoir dit l'essentiel avec la conviction de poser des jalons pour après-demain seulement. L'enjeu est ailleurs pour ces recompositeurs de l'extrême-gauche, bien au-delà de ce mauvais moment à passer qui les encourage à endurcir leur organisation pour continuer à rester là, inébranlables, quand l'orage sera passé et que les travailleurs comprendront enfin que « seule la lutte paie ».

Alors, ne pas être « sans opinion » et ne pas trouver la case où porter sa croix à ce petit jeu hasardeux, c'est bien déplaisant. Mais même sans ça, le printemps est annoncé pour le 21... La veille du 22 mars. □

Serge Etarcos



## BILAN DE SANTE

# ANTIMILITARISME PAS MORT !

## SEULE LA LUTTE...

**I**NSOUMIS depuis février 1984, Christian Frigoult était arrêté le 11 mai 1985, après s'être enchaîné aux grilles du palais de justice de Paris. Le 22 octobre, après cinq mois de préventive, il était condamné, à Rennes, à neuf mois de prison. Son arrestation, puis son incarcération, avaient provoqué des actions de solidarité. Le soutien se concrétisa au tribunal : présence d'insoumis récemment libérés, papiers militaires déchirés, procès-tribune.

Le 10 décembre, Christian Frigoult m'écrit : « Me voici de nouveau dans les locaux disciplinaires de la caserne de Rennes. Je devais être libéré de la prison hier mais les militaires m'attendaient à la sortie pour m'ordonner une nouvelle fois de revêtir l'uniforme, ce que j'ai refusé bien entendu. J'ai passé la matinée à la gendarmerie avant de comparaître devant le tribunal qui a accepté de me laisser en liberté provisoire. C'était compter sans l'article L 512 (je n'en suis pas sûr) qui leur donnait le droit de me remettre aux autorités militaires, lesquelles m'ont infligé une « punition » de 40 jours d'arrêt dont 20 de rigueur (...) Malgré cette nouvelle épreuve, je garde le moral et je reste aussi déterminé à aller jusqu'au bout. » Kidnapping, procédure expéditive, sinistre acharnement : le nouveau procès est fixé au 14 janvier.



A Rennes, le comité de soutien ne tarde guère à réagir : blocage du standard téléphonique, siting à plusieurs reprises, qui isolent complètement la caserne où Christian, détenu, a entamé une grève de la faim. Manifestations, articles de presse : les autorités militaires décident de le transférer dans un hôpital militaire de la région parisienne. Et là, les choses vont très vite. Passage devant une commission de réforme et liberté recouvrée enfin. Quant au procès, il est reporté « sine die ». La lutte et la solidarité ont, une fois encore, fait reculer la soldatesque. De quoi priver les pessimistes inactifs de leurs piètres justifications.

M.A.

**I**LS ont leurs journaux, leurs émissions de radio, maintenant leurs réalisations vidéo. Ils manifestent dans la rue, tiennent des réunions publiques et se rassemblent pour débattre. Essentiellement réunis contre la conscription, les militants antimilitaristes composent l'un des rares mouvements sociaux à se faire encore entendre. Non sans difficultés. Mais avec une détermination certaine.

**R**AREMENT l'armée et ses gadgets sinistres auront été tant magnifiés, médiatisés. L'action des opposants au socialisme de caserne et d'union sacrée n'en est que plus difficile. La lutte « anti-symbiose », contre la militarisation de l'enseignement, marque le pas. L'Union Pacifiste paraît bien seule à dénoncer les ordonnances de 59, véritable appareil anti-crise permettant de placer les travailleurs sous régime militaire. Plus grave encore, les groupes et militants ont été, pour la plupart, dans l'incapacité de saisir l'occasion de « l'affaire Greenpeace » pour combattre publiquement, et largement, la logique du terrorisme d'Etat liée au nucléaire. Essoufflé depuis bien des années, l'antimilitarisme apparaît davantage sous la forme d'un réseau que sous celle d'un véritable mouvement. Il est cependant loin d'être moribond : les individus qui l'animent sont riches d'actions et de passions devenues si rares en ces temps de reniements et de repli sur soi.

### VIDEOS ET MINTEL

**A** Valenciennes comme à Angoulême, en Normandie comme à Paris, ils ont cette année encore manifesté leur dégoût du bellicisme lors de la commémoration du 11 novembre : banderoles déployées, expositions, débats, émissions de radio..., la résistance au « consensus » militaire s'affirme au-delà des modes. Que se tienne le Salon aéronautique du Bourget et ils sont plusieurs dizaines à s'enchaîner à un avion « Mirage » dans cette odieuse vitrine des engins de mort. Qu'un objecteur, qu'un insoumis ou un déserteur tel que Jean-Louis Cahu vienne à être poursuivi en justice, et ils viennent, par dizaines, par centaines, protester, manifester, soutenir.

Leurs actions sont certes souvent ponctuelles, éparpillées motivées par les faits et gestes des autorités. Ils n'en réalisent pas

moins régulièrement des affiches, autocollants et cartes postales, animent non moins régulièrement des émissions sur les fréquences non encore avalées par le tourbillon uniformisateur des juke-box à fric. La presse libertaire se fait fréquemment l'écho de leurs actions et préoccupations, et leurs publications spécifiques sont parmi les rares à subsister dans l'effondrement de la presse d'opinion.

Mieux même, plusieurs groupes mettent de nouveaux outils de lutte à la disposition des militants : le sympathique trio lyonnais qui anime le Centre de Documentation et de Recherche sur la Paix et les Conflits reproduit, dans son bulletin « Damoclès » ou ses cahiers spéciaux à thème, des documents indispensables à connaître. « Objections » reparait, varié et documenté, malgré ses difficultés financières. Sa parution devient bimestrielle mais deux nouveaux moyens permettent la circulation rapide de l'information : un répondeur-enregistreur et, mais oui, un minitel.

Modernes sans sacrifier à la vague de la modernité. Au-delà de la nécessaire agitation quotidienne, nombre d'entre eux s'efforcent de préparer l'avenir, le long terme au moins. Certains organisent, quelque peu hâtivement sans doute, un colloque autour du « Contrôle social et (de la) militarisation » ; d'autres participent à la réalisation d'un document vidéo sur le retour du civisme, document pédagogique fort bien fait et posant d'essentielles questions. D'autres enfin, tel le Collectif des Objecteurs Tarnais, prennent des initiatives aussi diverses que la publication d'un recueil de dessins antimilitaristes (« Aux armes citoyens ! ») ou la tenue d'un meeting sur les essais nucléaires.

## objection



### AUTOUR DES REFRACTAIRES

Le mouvement de paix lui, n'est pas parvenu à s'affirmer. Les dernières apparitions du Codene ont consacré l'échec d'un cartel de groupuscules incapables de désigner clairement les seuls objectifs concevables ici et ailleurs : l'arrêt de la militarisation. De leur côté, les « stratèges » du Mouvement d'Action Non-Violente (MAN) se complaisent à faire avaliser par le pouvoir « la prise en compte des perspectives de la résistance non-violente dans le cadre global de la stratégie de défense de la France » (sic). Etude, puis institut de recherche subventionnés, le projet cher à Jean-Marie Muller prend peu à peu corps : l'Etat devient le partenaire d'une stratégie qui entend promouvoir une « dissuasion civile » complémentaire de la défense actuelle. « Esprit de défense », quand tu les tiens...

Exit les pseudo-pacifistes et les politiciens de la non-violence. Restent les libertaires et les réfractaires : objecteurs, insoumis, déserteurs et ceux qui les soutiennent. Le ravalement du statut des objecteurs a accentué le clivage entre antimilitaristes, qui contestent la finalité voire le principe même du service, et appelés cherchant à effectuer un service moins ennuyeux et contraignant que l'encaissement. Nul doute qu'un grand nombre d'objecteurs se satisfasse aujourd'hui de son sort. Mais d'autres entendent, fort heureusement, ne pas se résigner à la dérive actuelle de l'objection.

La « Fête Forum de l'Objection », qui a réuni 350 personnes, en mai, sur le plateau de Larzac, témoigne à cet égard d'une évo-

lution positive. Affectés ou insoumis, des réfractaires de différentes sensibilités ont pu, pour la première fois depuis longtemps, se rassembler et débattre, constater leurs convergences et affirmer leur volonté de résister à la militarisation. Comprendre qu'un travail commun devenait possible et nécessaire fut un premier pas, concrétisé par un dossier identique publié dans les trois journaux. Décidée, la réalisation d'une affiche commune n'a, par contre, pas encore vu le jour. La riposte à la nouvelle vague du procès qui frappe les objecteurs insoumis (7 procès pour le seul mois de décembre), le soutien aux insoumis « publics » pourraient, dans les prochains mois, leur donner l'occasion de transformer ce qui fut un essai réussi.

Le temps n'est plus aux exclusives et une nouvelle lutte s'amorce. Une dizaine d'objecteurs ont délibérément déserté le service civil au terme d'un an : « Pour que soit reconnu un véritable droit à l'objection de conscience, sans restrictions, nous demandons aujourd'hui l'égalité du temps des services civils et militaires. » La plateforme du comité « On arrête tout » est certes limitée. C'est aussi ce qui fait sa force. Le mouvement d'objection-insoumission né il y a quatorze ans est actuellement dans l'impasse et la mise en place d'une réelle coordination, sur des objectifs concrets et unificateurs, n'a jamais été aussi nécessaire. Au risque de s'épuiser dans un soutien individuel renouvelé, les antimilitaristes ne peuvent plus faire l'économie d'une organisation et de perspectives cohérentes. Pour inscrire leurs actions, nos actions, dans une dynamique de lutte collective. □

Michel Auray

### DES ADRESSES POUR LE SOUTIEN

**A**RESTATION, procès, emprisonnement ? Nous pouvons briser l'isolement des réfractaires par plusieurs moyens :

- Manifester, créer ou rejoindre un comité, participer aux initiatives du Comité de soutien aux insoumis, c/o Publico 145 rue Amelot 75011 Paris ;
- Appuyer et rejoindre la coordination des objecteurs déserteurs après un an de service : « On arrête tout », c/o Arico, BP 2024, 49016 Angers cedex ;
- Protester contre les poursuites pour délit d'opinion auprès du président du tribunal concerné et, plus largement, auprès du ministère de la Justice, 13 place Vendôme 75001 Paris, et celui de la Défense, 14, rue Saint-Dominique 75007 Paris ;
- Ecrire aux emprisonnés, même quelques lignes, est essentiel. Indispensable même ;

### LA PRESSE ANTIMILITARISTE

**P**LUSIEURS publications sont en France, exclusivement consacrées à l'objection, au pacifisme et/ou à l'antimilitarisme :

- « OBJECTIONS », c/o CLO BP 103 75522 Paris cedex 11 (un journal né il y a 11 ans, qui redevient intéressant) ;
- « DAMOCLES », BP 1027, 69201 Lyon cedex 01 (la revue des revues militantes ou militaires. Un outil indispensable) ;
- « LE JOURNAL DES OBJECTEURS », 24 rue Crémieux 75012 Paris (Seul périodique à être réalisé par des objecteurs en service, le mensuel du MOC est devenu le journal le mieux informé sur l'objection en France et à l'étranger) ;
- « AVIS DE RECHERCHE », BP 53 75861 Paris cedex 18 (de petits dossiers à thème toujours aussi bien présentés) ;
- « UNION PACIFISTE », c/o Thérèse Collet, 4 rue Lazare-Hoche 92100 Boulogne (On ne présente plus le mensuel des pacifistes intégraux, c'est son 215<sup>e</sup> numéro) ;
- « DES OBJECTIONS EN MONDE RURAL », Les Odins Sud 42570 Saint-Héand (L'antimilitarisme en prise avec les luttes locales, le périodique d'une coordination implantée dans la Loire et le nord du Rhône) ;
- « RAMASSIS D'INFOS » (sur la militarisation de l'enseignement), ARMS, Maison des Associations, « Le Nil », route de Bordeaux 16000 Angoulême (Pour tout savoir et davantage sur la symbiose armée-école et le civisme) ;
- « TURLU, OBJO », pour vous informer et laisser des messages, le réseau « Objections » a mis deux nouveaux moyens à votre disposition : un répondeur-enregistreur (et : 1 43 03 62 03) et un minitel (Teletel 3 - Turlu, objo -).

## RADIO ENCORE LIBRE

## LE MERITE D'EXISTER

Canal sud, une pionnière des radios libres, traverse difficilement l'air du temps.

**C**ANAL SUD (92,6 FM à Toulouse), sous son précédent nom de Radio Barbe Rouge, apparaît dès le printemps 1977, début de l'histoire des radios illégales qui, quatre années plus tard verront vaciller le monopole d'Etat sur la bande FM.

De 1977 à 1981, Radio Barbe Rouge émettra, chaque fois que son matériel n'aura pas été saisi par la police (sept fois). Dans cette période où il s'agit plus de se battre pour obtenir la liberté radio que de « faire de la radio », Radio Barbe Rouge émettra au Larzac, dans la zone d'installation de la centrale nucléaire de Golfech, dans certaines entreprises en grève, depuis des salles de concert. En 1978, puis en 1980-81, la station ouvrira des studios d'émission quotidienne à Toulouse « Barbe-Rouge », une des plus anciennes stations pirates du pays fait sans conteste partie du nombre de celles qui ont permis la liberté FM dont beaucoup profitent aujourd'hui.

## A BOUT DE SOUFFLE !

**E**N cet hiver 1985-86, Canal Sud est à l'heure des bilans : un émetteur trop vieux impuissant à « protéger » sa fréquence de ses monstrueux « voisins » de bande. Une audience en baisse régulière depuis le changement de cette fréquence qui est intervenu sans préparation suffisante, les producteurs qui sont partis épuisés par la faiblesse numérique et les acrobaties techniques quotidiennes ; tout cela a contribué à l'usure de l'équipe actuelle submergée par les problèmes d'intendance (dette de téléphone, dossiers de subventions qui tardent à venir, entretien de l'installation...).

**Canal Sud a la volonté de faire encore une radio libre, associative, indépendante depuis ses débuts. Mais faire entendre une voix sur la bande FM à Toulouse, au milieu des funkies d'enfer, surtout quand les énergies s'usent... La voix est étroite.**

Les mobilisations d'énergie dans les milieux militants ou associatifs n'ayant pas beaucoup été à la mode ces derniers temps, les tâches se sont con-

centrées sur les mêmes épaules. Comme dit Jacqueline, une de ces paires d'épaules actuelles : « les gens viennent pour faire de la radio, pas la gestion de la

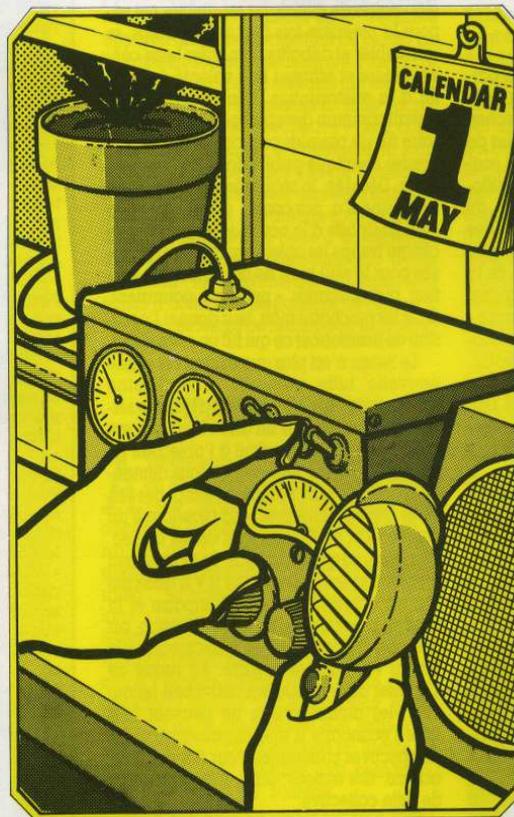
radio ». Ceux qui s'y sont confrontés sont bien épuisés, presque désabusés.

Et pourtant les exigences du cahier des charges défini par la Haute Autorité sont les mêmes pour les radios commerciales qui, elles, passent des bandes sans fin ou des disques à longueur de journée (à seule fin de « tenir » la fréquence) que pour les radios associatives qui veulent dire ou faire dire le présent participatif.

### ACCROCHE-TOI A LA RADIO J'ENLEVE L'ECHELLE

**C**ANAL SUD se veut une radio d'information locale et de création. Mais les bénévoles qui l'animent sont des salariés qui réalisent des émissions dans leur temps de loisirs. « Quand on sait que deux heures d'une émission bien préparée représentent 20 à 25 h de travail, et qu'on n'est qu'une poignée... » « Pour 30 minutes de bonne info, c'est une vingtaine d'heures à 4 ou 5... ». L'équipe a dû faire appel à des TUC et des objecteurs en service civil pour, à la fois donner une formation au son à des jeunes et, en contrepartie, « remplir » des tranches horaires d'après-midi qui seraient intenablement autrement à l'heure actuelle.

« Pour faire des infos correctes, il faut une rigueur de professionnels ; pour que cela passe, il faut aussi la forme ». Jacqueline en veut et s'accroche. « On s'aperçoit que faire de la radio nécessite une maîtrise technique et un minimum de matériel convenable sinon c'est un manque de respect de l'auditeur » dit Coro dont les connaissances ont fait d'elle la responsable matériel. Le bricolage ne satis-



fait plus personne et la désagrégation des moyens entraînant le départ de producteurs qui s'exténuaient au maintien en l'état pur et simple des locaux. Cet écrémage, cette sélection, faute de la maîtriser, certains en font un point fort. « *Ceux qui sont restés, malgré les problèmes qu'on a, c'est sûr qu'ils savent pourquoi ils sont là* ».

Mais l'équipe vient de sentir le vent d'un coup d'arrêt définitif de la radio : le Conseil d'administration de l'association a débattu des éventualités qui s'ouvriraient à elle. Une tendance propose la survie financière du projet grâce au recours à la publicité (maîtrisée bien entendu), cette option a été adoptée mais jamais réalisée. Pourquoi ? Appréhension ? Le groupe, pourtant, n'entrevoit pas de solutions à long terme pour la survie de la station. L'association avec une autre radio est un projet bien tentant pour d'autres mais supposerait une âpre négociation pour garder l'âme de Canal Sud et sa spécificité, au moins d'intentions.

Le plus frappant dans ce débat c'est qu'il semble que ce qui a débouqué les volontés d'aller de l'avant, ce soit la prise de conscience de ce que représente de nos jours, une dérogation, une attribution de fréquence. Des propositions de rachat ont été faites à l'équipe, bien alléchantes, qui ont fait réagir les bénévoles, qui les ont dopés. Non ! On n'est pas à vendre ! Oui, notre radio vaut le coup !

**LA DEPRIME NE PAIE PAS**

**T**OUT a-t-il été exploré dans les ressources possibles de financement ? Redresser la situation avec ses propres forces, est-ce une gageure ? Au bout du compte, c'est cette voie qui refait l'unité, sinon l'homogénéité du groupe : voir si, à Toulouse, suffisamment d'individus, de collectifs, d'associations ou même de fanzines sont assez attachés à ce type de projet pour sauver la fréquence. « *On n'arrive pas à émettre grand chose de bon en ce moment avec un émetteur pourni, peu de matériel d'enregistrement et pas assez de monde, mais si on arrête, il n'y aura plus jamais la possibilité d'expression d'une radio comme la nôtre sur la bande FM...* », soupire Coro.

Il y a pourtant, vu de l'extérieur, comme un blocage qui semble paralyser l'équipe et qui se retrouve dans les débats :

cette réticence à adapter la forme de promotion de la radio à cet outil moderne de communication. Des individus qui avaient compris, dès la fin des années 70, que la façon de s'exprimer ne pouvait plus en rester aux pratiques archaïques des groupes post-soixante-huitardés sous peine de marginalisation proposent, pour promouvoir la fréquence trop peu connue, la populariser, sans rire, de faire des bombages... Les moyens lucratifs de renflouer la station sont timides en regard du désir de « changer d'envergure » pour la radio. Pas de concert avec tête d'affiche, ni de rife de solidarité, mais une soirée-repas dans un restaurant intimiste...

Mais même avec ces décalages, la volonté commune se sent : faire vivre vraiment Canal Sud.

**COMBATTRE L'INDIFFERENCE**

**L**E pari est ambitieux. Couvrir les dettes antérieures, investir dans une infrastructure du minimum de qualité nécessaire, équilibrer le fonctionnement par la combinaison de subventions, de cotisations des producteurs augmentées, et d'un appel au soutien des auditeurs. Déjà des cartes d'auditeurs ont été mises en circulation. Le choix de continuer et de sauver la radio sem-

ble dynamiser les producteurs : à l'AG d'information, des idées fusent pour faire du fric. Soirées d'animation pour faire revivre le local, coorganisation de spectacles, nuit de la création, bar payant, diffusions diverses, autant de projets de recettes qui ne remettent jamais en cause l'identité originale de la station.

**SECOND SOUFFLE ?**

**C**AR pour tous, la crise actuelle n'est que le reflet de la crise de l'environnement militant. « *Beaucoup sont partis pour se préserver ; si nous faisons la preuve que Canal Sud peut vivre et émettre correctement, ils reviendront.* » « *C'est à nous de démontrer que ça vaut la peine de s'accrocher* », mais aussi d'effacer l'image de médiocrité liée à l'impuissance matérielle, sans pour autant vendre son âme au diable. Dans cette période difficile, Canal a continué à ouvrir ses ondes aux minorités qui auraient eu du mal à se faire entendre autrement. Depuis les Palestiniens, en passant par les Kanaks, les Beurs jusqu'aux taulards, nombreux sont ceux qui espèrent élargir le champ de leur expression. Cela est possible grâce aux « Tranches autonomes » données à ces collectifs. La grille de programme donne une large place aux

émissions originales (« Il ferait beau voir » parle au féminin, « Temps fous » dit un regard concerné sur l'actualité ; l'UD-CFDT anime une émission alternant reportages sur le terrain et débats en studio, et bien sûr, le clou de la radio : les infos). Etre un des derniers porte-parole ouverts aux exclus de la vie politique et sociale, c'est important, il faudra être là mais ils veulent ne pas faire que cela...

C'est là que le bât blesse : chacun a des désirs, des envies, des convictions et des projets d'émission ici. Mais l'urgence de la tâche immédiate, régénérer l'émetteur et la dynamique du réseau autour de Canal Sud, polariser les énergies des producteurs au dépend de la qualité des programmes. Et bon nombre de Toulousains, même sympathisants potentiels, en prennent prétexte pour éviter de « jeter une pièce dans une baraque qui prend l'eau ».

Alors, pour rompre ce cercle franchement vicieux, l'équipe s'est remoté les manches et a pris par un bout ce qu'il est possible dès aujourd'hui de faire : rembourser les dettes, changer l'émetteur, même à crédit, reprendre et redonner confiance dans ce combat qui semblait perdu : dire et faire dire, en toute indépendance, l'opinion de l'individu-sujet, du collectif-acteur, de la pensée en recherche. 92.6 FM : c'est pas fini !

Serge Etarcos

**QUESTIONS SANS REPONSES**

Canal Sud est depuis six mois une radio confidentielle. On peut plus ou moins l'entendre sur 92.6 FM. Mais l'auditeur moyen se branche à l'heure de l'émission dont il sait qu'elle existe et c'est tant mieux. S'il se met sur cette fréquence à des heures indues, c'est le silence chuintant. Mais pas question de prendre son téléphone pour demander si, 6 ans après, la police a ressaisi l'émetteur : Canal Sud n'a plus de téléphone. Eh oui ! Une radio sans téléphone. Epatant ! Cela pourrait presque se concevoir pour un groupe dont le projet serait plus d'asséner sa vérité, son regard sur l'actualité sans souci de la vie ou des pratiques de ses auditeurs potentiels. Mais ce n'est pas le projet de

Canal Sud depuis sa fondation ni actuellement. Alors, la contradiction est flagrante quelles qu'en soient les justifications : certes les moyens manquent mais il apparaît que quelques-uns se contentent manifestement de leur émission destinée à un petit groupe d'aticionados et ne voient pas d'un très bon œil les compromis financiers ou même l'entêtement de celui qui fait office de trésorier à leur rabâcher les chiffres des dettes... D'autres, révoltés par la situation actuelle, veulent changer l'envergure de la radio... mais s'empêchent dans les méandres moraux de problèmes qui n'existent pas. Le recours à la publicité par exemple a été voté après avoir été un point de cli-vage très fort mais n'a

jamais été réalisé. On a beaucoup tourné autour du pot, aujourd'hui il est vide. La volonté de qualité, de rigueur professionnelle, ne s'entend pas au micro. En l'absence d'un mouvement social à transmettre, la bonne information locale ne porte pas au-delà des murs du studio. La conjonction de ces bonnes volontés n'arrive pas à dépasser le champ clos d'un réseau d'amitiés. Faute d'ambition à transformer la réalité effective du projet, cette contrainte quotidienne, cette contradiction risque d'étouffer ses acteurs. Comment croire à la réalité de ces désirs si eux ne prennent pas leurs désirs pour des réalités jusqu'au bout ?

CANAL SUD - 40, rue Alfred-Duméril  
3100 TOULOUSE - Tél. 61 53 33 95



GRECE

## DES POINGS LEVES DANS L'AGORA

LES REGIMES CHANGENT,  
LA POLICE RESTE

**D**E la rigueur à l'austérité : manifestations, répression. Refusant les compromis des socialistes, les libertaires grecs occupent le pavé.

COMME l'Espagne, la Grèce fait partie de la bonne conscience de la gauche. Au temps des dictatures, qu'elles soient franquistes ou des colonels, quand les émeutes secouaient le pavé, c'était clair ; le peuple voulait se libérer, c'était juste !

Aujourd'hui, ces pays sont admis dans la famille respectable des démocraties occidentales, intégrés même à la Communauté Economique Européenne. Ce sont de vraies démocraties ! La preuve ? Les deux pays ont pratiqué l'alternance entre la droite, usée par la crise, et la gauche, respectable et réaliste, qui gouverne comme chez nous, ici, en France.

### LES FLEURS DE NOVEMBRE

DEPUIS 1967, la Grèce subit la dictature des colonels. sept ans de répression. Le 17 novembre 1973, les étudiants se réfugient alors dans les locaux de l'Ecole Polytechnique qu'ils occupent. La répression est féroce : plusieurs morts, des centaines d'arrestations. La gauche orthodoxe se méfie, pourtant. Elle crie à la provocation car les émeutiers ne sont que des anarchistes et des gauchistes qui se disent anti-capitalistes et anti-étatiques.

Malgré tout, la gauche s'approprie la suite du mouvement. Mais elle transforme le vocabulaire : la lutte devient alors anti-fasciste et anti-impérialiste.

En 1974, le dictateur tombe, les colonels sont emprisonnés, la droite modérée de Constantin Caramanlis prend le pouvoir. Tous les ans, le 17 novembre, la droite comme la gauche viennent fleurir l'Ecole Polytechnique. Dans les rues adjacentes, tous les ans, le 17 novembre, les anarchistes et

les gauchistes s'opposent violemment aux forces de l'ordre. En 1980, deux camarades sont battus à mort par la police et plusieurs autres sont blessés par arme à feu. Cette année-là, le premier ministre Caramanlis devient président de la République.

### UNE GAUCHE RESPONSABLE

AUX législatives d'octobre 1981 c'est le raz-de-marée socialiste. Andréa Papandréou est nommé premier ministre, c'est la cohabitation. Les promesses oubliées, le parti socialiste (PASOK) devient réaliste. Papandréou ne veut plus quitter l'OTAN, il veut redresser l'économie du pays. Après l'état de grâce, c'est la rigueur. Les bases de l'OTAN sont maintenues moyennant une aide économique américaine.

Mais la situation économique s'aggrave. La monnaie est dévaluée de 15,5%, le chômage atteint près de 15% de la population active et l'inflation tourne autour de 20%. La rigueur se transforme en austérité : réforme de l'échelle mobile des salaires, réduction des dépenses publiques (sécurité sociale), freinage des prix agricoles, accroissement de la pression fiscale.

La pilule est dure à avaler, trop dure. Même pour l'aile gauche du PASOK qui a du mal à suivre le premier ministre. Quelques membres importants du parti entrent en dissidence, menacent de créer un nouveau syndicat, un nouveau parti et se rapprochent de la base du PC orthodoxe (prosoviétique) qui est resté dans l'opposition. La journée d'action contre l'austérité rassemblera, le 14 novembre 1985, près d'un million cinq cent mille personnes, autour de la Confédération des Travailleurs Grecs.

### LA MATRAQUE DEMOCRATIQUE

DUREMENT frappée par le chômage, une partie de la jeunesse se radicalise et va grossir les rangs de l'extrême-gauche, en particulier les autonomes et les anarchistes. La lutte contre la présence des forces de l'OTAN se durcit et donne lieu à de violentes manifestations. La police intensifie la répression et charge plus durement les rassemblements. Quant aux étudiants, futurs chômeurs, ils occupent régulièrement les universités qui deviennent un lieu privilégié d'agitation.

La venue de Le Pen, lors des élections européennes, donne lieu à de violents affrontements avec la police laquelle se laisse facilement aider — comme au temps des colonels — par les groupes d'extrême-droite. Le Parti Communiste, attaché à son analyse, reconnaît les mêmes provocateurs qu'en 1973 et considère que ces « éléments suspects » ne se font taper dessus que pour détourner l'opinion publique des véritables problèmes posés par la politique d'austérité du gouvernement socialiste. Mais, fidélité oblige, il participe à la commémoration de l'Ecole Polytechnique, le 17 novembre dernier.

### PROVOCATION POLICIERE

A peine le PC a-t-il roulé ses drapeaux que de violents affrontements opposent les « éléments suspects » aux forces de l'ordre autour de l'Ecole Polytechnique.

Excitée par ces incidents, la police décide de faire une descente place



d'Exarchia, lieu de rendez-vous des anarchistes. Les intrus sont reçus à coups de cocktails molotov. Un camion anti-émeute commence à brûler ; des jeunes l'entourent, barre à la main. La police tire. Michalis Kaltezas, 15 ans, délégué d'un comité lycéen, militant anarchiste, est mortellement touché par une balle de calibre 38 tiré à bout portant par Athanasios Meliras, 27 ans, flic. Vers deux heures du matin, les manifestations occupent la faculté de chimie en signe de protestation. Ils sont violemment délogés par les forces de l'ordre qui procèdent, à nouveau, à des tabassages et des arrestations. Les manifestants se réjouissent alors dans les locaux de l'École Polytechnique d'où ils sont à nouveau délogés après de très durs combats.

Le 27 novembre, une voiture piégée explose sur le passage d'un camion anti-émeute : un policier tué, plusieurs blessés. L'attentat est revendiqué par un « Groupe du 17 novembre ».

Papandréou menace : « La loi s'emploiera à punir les coupables, qu'il s'agisse d'anarchistes ou d'autres éléments séditeux ». D'un air entendu, le PC demande, pour sa part, à qui profite le crime (le second, bien sûr) tandis que la police en profite pour réclamer davantage de moyens et de pouvoirs. Décidément, de la Grèce à l'Espagne, les dictatures passent mais la même police reste.

Dans une Grèce durement frappée par la crise (voir encadré), le mouvement libertaire a probablement des possibilités de développement. A condition, toutefois, d'éviter notamment deux écueils : la marginalisation du mouvement ouvrier et social ainsi que la fuite en avant activiste. □

**Trempas**

### CAPITALISME, QUAND TU NOUS TIENS...

Arrivés, eux aussi, au pouvoir en 1981, les socialistes grecs ont suivi un cheminement sensiblement identique à celui de leurs homologues français. Durant près d'un an et demi, ils se sont attachés à une relance de la consommation par une augmentation des salaires (avec réajustement selon l'inflation) tout en instituant les 40 heures hebdomadaires et les congés payés de 30 jours. Simultanément tout un train de mesures était lancé, visant à concrétiser « le changement », électoralement annoncé : égalité des sexes, mariages civils, révision du Code de la famille et du Code pénal, réforme du secteur sanitaire... Inévitablement, l'inflation devait s'emballer (+ 28% en 1983), les exportations chutaient. L'heure du recentrage était arrivée. Début 1983, les socialistes grecs négocierent, eux aussi, un tournant avec une politique dite de rigueur. L'entrée dans l'ère de l'austérité fut clairement annoncée par des décisions comme l'ajournement du droit de salarial, la suppression du droit de grève dans le secteur public, la dévaluation du drachme de 15% ainsi que le recours massif aux emprunts jusqu'ici dénoncés comme un assujettissement de la Grèce à l'impérialisme. La dette

extérieure qui n'était que de 4 millions de dollars en 1981 passait à 14 milliards à la fin 1984. Si l'inflation tombe à 4% en 1984, le taux de chômage grimpe de 15% (touchant aujourd'hui 8% de la population active) et le pouvoir d'achat chute notablement. Les luttes ouvrières reprirent dès lors une certaine ampleur, bien qu'essentiellement cantonnées aux secteurs des banques et de l'administration. Face à la montée du mécontentement, les socialistes grecs eurent recours à la carotte et au bâton. La carotte en direction du PC orthodoxe (bien implanté dans le mouvement syndical) poursuivait une politique diplomatique très conciliante vis-à-vis de l'URSS. Le bâton pour les travailleurs en lutte, les divers mouvements sociaux ainsi que pour les secteurs contestataires du PASOK : exclusion de cadres et d'intellectuels, mais aussi de journaux critiques et de 5 députés ; limogeage d'un ministre... A l'instar de Felipe Gonzalez qui s'était engagé à ne pas faire entrer l'Espagne dans l'OTAN, Papandréou s'est bien gardé quant à lui de faire sortir la Grèce de l'Alliance Atlantique ainsi que d'organiser un référendum sur l'entrée dans la CEE. France, Espagne, Grèce : mais que sont les socialistes devenus ?

**TUNISIE**

**E**LECTIONS législatives en novembre 86. Succès-  
sion ouverte du « Combattant Suprême », Bour-  
guiba. Les luttes pour le pouvoir vont bon train en  
Tunisie...  
Un même objectif immédiat : assurer la paix  
sociale. Donc, museler l'UGTT. L'épreuve de force est  
engagée.

**LA RESISTANCE SYNDICALE**

**F**ACE à la crise économique et afin d'appliquer les « recommandations » du FMI, les diverses fractions des classes dirigeantes tunisiennes tentent de museler le mouvement ouvrier. Déjà, en 1984, des pressions ont brisé l'unité syndicale et permis la constitution d'un syndicat-godillot. Il s'agit maintenant d'en finir avec l'indépendance de l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens, la plus ancienne centrale syndicale du continent africain.

**LA GRANDE LESSIVE**

**L'**INDEPENDANCE syndicale est une conquête encore récente du mouvement ouvrier tunisien. Ce n'est qu'au cours des années 70, avec la montée des luttes et l'arrivée de militants indépendants dans les structures syndicales, que la revendication d'indépendance fit son chemin. Rompant ses liens étroits d'avec le Parti Socialiste Destourien (PSD), l'UGTT opéra un véritable tournant en appelant à la grève générale en 1978 ; la première depuis l'accession de la Tunisie à l'Indépendance. Ce mouvement s'acheva par les massacres du « jeudi noir », le 26 janvier 1978, et la répression qui suivit : rafles, licenciements, interdictions professionnelles, procès.

Tenu pour responsable des événements, le secrétaire général de l'UGTT, Habib Achour, fut destitué et condamné à 10 ans de travaux forcés. Le pouvoir mit en place une direction fantôme, dès février 1978, ayant à sa tête Nourredine Hached, le fils de l'un des fondateurs historiques de la centrale. Ce dernier devait organiser le Congrès de Gafsa, en avril 1981, au cours duquel

était élu secrétaire général un inconditionnel de Bourguiba : Taïb Baccouche. Et puis le Congrès approuvait, non sans tensions, la proposition du PSD d'inclure sur ses propres listes aux élections municipales de novembre 1981, des dirigeants de l'UGTT.

Une résistance syndicale avait toutefois vue le jour, au lendemain du « jeudi noir », revendiquant l'indépendance de la centrale et exigeant la libération de Habib Achour. Libéré en août 1979, bien que placé sous surveillance, ce dernier, tout récemment encore inféodé au PSD, devint dès lors la figure de proue des indépendants. Il était réélu secrétaire général en 1983.

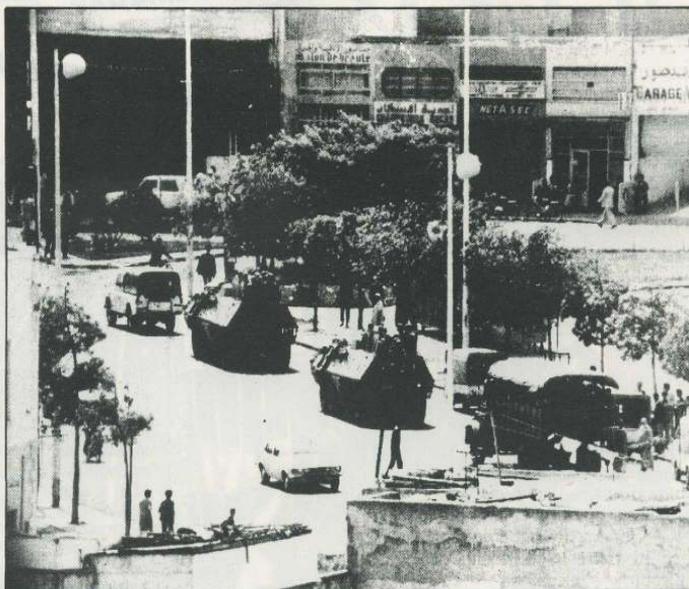
**LE JEU DU BALANCIER**

**C**ONSEQUENCE majeure de ces démêlés syndicaux, la bureaucratie se scindait entre partisans d'une certaine indépendance (le secteur d'Achour, soutenu par l'aile gauche du syndicat) et les défenseurs d'une centrale pro-gouvernementale (le secteur Baccouche et l'aile droite).

Après son retour en force à la tête de l'UGTT, Achour décide d'une purge. Le 28 novembre 1983, il démissionne 7 des 14 membres du Bureau Exécutif, responsables de la participation de la centrale aux élections municipales de 1981. Bénéficiant du soutien du pouvoir, les exclus créent alors l'Union Nationale des Travailleurs Tunisiens. Bien que très minoritaire, l'UNTT brise ainsi l'unité syndicale en Tunisie.

Mais les choses se corsent ensuite. Dans son opération d'épuration à droite, Habib Achour a dû s'appuyer sur la gauche syndicale. Celle-ci en a pro-

# CALE



fité, bien évidemment, pour accroître son influence. Ceci est confirmé, tout au long de l'année 1984, par la montée des luttes ouvrières, après que l'UGTT se soit démarquée des émeutes de la faim de décembre 83/janvier 84. Pour rester seul maître du jeu, le secteur d'Achour décide de frapper à gauche cette fois-ci : il fait exclure le groupe de gauche syndicale « L'Étincelle » en 1984.

Le 16<sup>e</sup> Congrès de l'UGTT, en décembre 1984, est ambigu. Certes, pour la première fois de son histoire, la centrale tient un congrès en l'absence aussi bien du chef de l'Etat que de tout ministre. Mais le secteur d'Achour fait plébisciter son leader et ratifie l'exclusion du groupe « L'Étincelle ».

## PRIS A CONTRE-PIED

**L**ES conséquences de la crise économique ne cessent de se faire sentir. Les salaires sont bloqués depuis 1983 malgré une inflation de 25% par an. En outre, le VI<sup>e</sup> Plan (1982/1986) prône une politique de vérité des prix et des coupes sombres dans le secteur privé. Pour sa part, le Fonds Monétaire International conclut, dans un rapport sur la Tunisie, en recommandant le renforcement de l'exportation, la dévaluation du dinar ainsi que la réduction des dépenses publiques, surtout en ce qui concerne l'emploi et les salaires, les subventions aux produits de grande consommation et l'investissement.

Le pouvoir tunisien se trouve confronté à ces « recommandations » du FMI qui, comme chacun sait, sont des ordres et à la reprise des luttes ouvrières. De février à avril 1985, de nombreuses grèves éclatent, touchant les mines, les chemins de fer, la santé publique, l'électricité et le gaz, les PTT,

les transports aériens, les lycées et les universités. Le gouvernement décide de bloquer les négociations avec l'UGTT, liant toute augmentation de salaire à la hausse de la productivité. Parallèlement, il déclenche la première phase d'une véritable offensive contre la centrale. Au printemps dernier, on assiste à de nombreuses arrestations et des procès. Le pouvoir interdit les réunions syndicales sur les lieux de travail en apportant son soutien à l'UNITT.

C'est Kadhafi qui va fournir au gouvernement Mzali le prétexte rêvé. En juin 1985, la Lybie expulse des milliers de Tunisiens. Le pouvoir lance un appel patriotique pour la « défense des frontières » et demande une trêve sociale. Accusant l'UGTT de n'avoir pas répondu à son appel et de n'avoir pas assez vigoureusement condamné la Lybie, le gouvernement Mzali passe à l'attaque. A la fin du mois d'août dernier, il suspend pour 6 mois le quotidien de l'UGTT, supprime les retenues à la source des cotisations et rappelle les 400 fonctionnaires-permanents de la centrale à leurs postes d'origine.

En octobre, on assiste à un remaniement ministériel très clairement tourné contre Habib Achour et l'UGTT. Le responsable de la répression du « jeudi noir » devient ministre de la Sécurité ; l'ex-rival d'Achour à la tête de l'UGTT, Nouredine Hached, est promu ministre du Travail. Cette épreuve de force s'accompagne, durant l'automne 1985, d'autres mesures : retrait à l'UGTT de sa compagnie d'assurance Al Ittihad, de son hôtel Amilcar, de son imprimerie ; mise sous séquestre de tous les comptes bancaires de la centrale.

Simultanément, la presse lance une campagne contre les deux fils d'Achour, accusés de détournement de fonds. Enfin, les locaux syndicaux sont investis, dans tout le pays, par les milices destouriennes ou la police : des « comités provisoires » sont créés.

L'occupation des locaux donne lieu à un grand tapage médiatique sur le thème : « découverte de caches d'armes ». Les arrestations se multiplient, les licenciements pour activités syndicales aussi.

## RETOUR A LA CASE DEPART ?

**L**E 8 novembre 1985, Achour est placé en résidence surveillée : téléphone coupé, interdiction de recevoir des visiteurs... L'opposition politique, légale ou tolérée, craignant de subir à son tour les foudres du gouvernement Mzali, se contente de publier un communiqué dénonçant cette épression. Il ne faut pas trop se mouiller, à moins d'un an des élections législatives...

Cédant à la pression, le Bureau Exécutif de l'UGTT accepte de négocier. Le 4 décembre dernier, un accord est signé avec le gouvernement : en échange de la destitution d'Achour de son poste de secrétaire général, le pouvoir s'engage à libérer les détenus et à faire réembaucher les licenciés. Sadok Allouche est élu secrétaire général de la centrale.

Mais le gouvernement ne respecte pas ses engagements. Mieux encore, profitant de sombres démêlés avec une coopérative de pêche dont la gestion a été retirée à l'UGTT en 1983, le pouvoir fait condamner Achour, le 31 décembre, à 1 an de prison ferme. Le Bureau Exécutif de l'UGTT réagit le 12 janvier 1986 en restituant Habib Achour, toujours incarcéré, à son poste de secrétaire général. Et rappelant au gouvernement ses engagements du 4 décembre, la centrale menace aujourd'hui de lancer des actions de masse en février 1986 pour les faire respecter, si rien n'a changé d'ici là. L'épreuve de force se poursuit... □

David Andros

# SPEED

## POLYNÉSIE : JUSTICE COLONIALE

## AFRIQUE DU SUD : UNE SUPER-CENTRALE SYNDICALE

### POLYNÉSIE :

A 18 000 km de Paris sévit encore une justice coloniale. Avec ses codes et tribunaux d'un autre temps, ses pratiques et ses verdicts scandaleux. En Polynésie, la misère s'accroît, la révolte gronde. Et des militants indépendantistes sont l'objet de jugements particulièrement iniques : 17 d'entre eux ont été condamnés, l'été dernier, pour avoir manifesté, une nouvelle fois, contre l'utilisation de leur sol pour les essais nucléaires de l'Etat français. Ils étaient, pour certains, coupables de ne pas avoir régulièrement déclaré une manifestation (!), pour d'autres, d'avoir réagi à l'arrestation de leurs leaders en tentant d'incendier quelques immeubles significatifs de l'oppression. Il n'y a eu aucune victime mais, en première instance, 34 ans et 9 mois de prison ferme, au total !

Guy Taero et Charlie Ching (qui a déjà été emprisonné à plusieurs reprises depuis 1972) devaient d'ailleurs embarquer sur le « Rainbow Warrior » avant qu'il ne soit coulé par les vaillants terroristes brevetés « armée française ». Dépossédés de leur culture et de leurs terres, économiquement asphyxiés de leur culture et de leurs terres, économiquement asphyxiés par l'omniprésence des fonctionnaires du Centre d'Expérimentation du Pacifique, les polynésiens sont les premières victimes du terrorisme nucléaire de l'Etat. Et d'un acharnement judiciaire exercé au nom de la raison du même Etat. L'arrêt de la cour de cassation devrait, dans cette affaire, être rendu dans les prochaines semaines, alors que d'autres indépendantistes sont, depuis des années, détenus en France même : Marcel Tahutini à Clairvaux, Tauria



Viriamu à Muret. Dans l'indifférence quasi générale. Des meetings commencent à se tenir à Albi et Toulouse, des Verts allemands réagissent. Militants anti-impérialistes, écologistes et antimilitaristes comprendraient-ils enfin que leurs luttes s'accompagnent nécessairement d'une solidarité concrète avec les Polynésiens ?

M.A.

### AFRIQUE DU SUD :

Plusieurs syndicats indépendants sud-africains sont finalement tombés d'accord, fin 1985, pour constituer une « super-fédération ». Ceci a supposé de longues tractations et la mise en sourdine de nombreux points de divergence. La première tentative qui eut lieu, à Langa, en août 1981, tout comme les deux suivantes, en avril et juillet 1982, avait rapidement capoté en raison des désaccords apparus entre le FOSATU et le FCWU d'une part, le SAAWU et le GWUSA d'autre part. Alors que les premiers défendaient le principe d'une confédération, la participation au système

des conventions collectives et l'enregistrement légal de ses adhérents, la seconde tendance prônait des fédérations par branches et refusait tout ce qui, pour elle, n'était qu'intégration. Par la suite, cette seconde tendance devait être rejointe par la CUSA, partisan quant à elle d'une direction syndicale exclusivement noire. Une quatrième rencontre, en avril 1983, révéla de nouvelles dissensions, opposant cette fois les partisans de syndicats d'industrie (regroupés confédéralement) et les tenants de « syndicats généraux », communautaires, intervenant aussi bien syndicalement que politiquement. Ainsi, lors de la constitution, en cette même année 83, des deux cartels d'organisation, l'UDF (libérale) et le Forum national (gauche), les partisans de « Syndicats généraux » décidèrent d'adhérer à l'UDF tandis que les autres apportaient leur soutien aux deux formations à la fois. La rupture définitive se produisit à l'occasion du cinquième sommet, en mars 1984, après le vote majoritaire en faveur de syndicats par branche

d'industrie. Les « communautaires » quittèrent la Conférence. Créée le 30 novembre dernier, à Durban, la « super-fédération » COSATU (Congress of South African Trade Unions) regroupe 35 syndicats et fédérations, dont le FOSATU et le puissant syndicat des mineurs NUM (affilié jusqu'ici au CUSA). Cet événement sans précédent en Afrique du Sud ne peut certes, faire oublier la profonde division existante : le pays compte plus de 200 syndicats et deux des quatre fédérations restées en dehors de l'unification (le CUSA et l'AZACTU) pourraient bien fusionner à leur tour pour contrer le COSATU. Il n'empêche qu'une telle unification signifie une grande avancée pour le mouvement ouvrier sud-africain aussi bien dans la défense de ses intérêts de classe que, pour l'heure, dans la lutte engagée contre le régime raciste de Prétoria. Il reste, aussi, qu'avec ses 381 000 cotisants réguliers et ses 500 000 adhérents, le COSATU représente la plus importante centrale syndicale que l'Afrique du Sud ait jamais connue.

J.D.

**POLYNÉSIE**

À 18 000 km de Paris sévit encore une justice coloniale. Avec ses codes et tribunaux d'un autre temps, ses pratiques et ses verdicts scandaleux. En Polynésie, la misère s'accroît, la révolte gronde. Et des militants indépendantistes sont l'objet de jugements particulièrement iniques : 17 d'entre eux ont été condamnés, l'été dernier, pour avoir manifesté, une nouvelle fois, contre l'utilisation de leur sol pour les essais nucléaires de l'Etat français. Ils étaient, pour certains, coupables de ne pas avoir régulièrement déclaré une manifestation (!), pour d'autres, d'avoir réagi à l'arrestation de leurs leaders en tentant d'incendier quelques immeubles significatifs de l'oppression. Il n'y a eu aucune victime mais, en première instance, 34 ans et 9 mois de prison ferme, au total !

**AFRIQUE DU SUD**

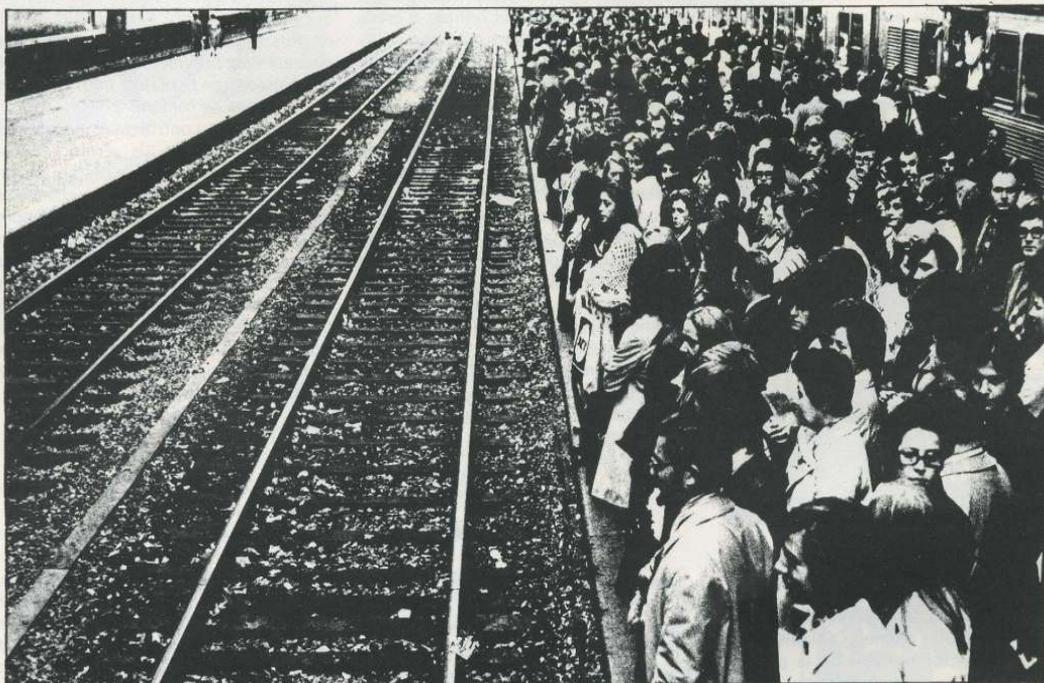
Plusieurs syndicats indépendants sud-africains sont finalement tombés d'accord, fin 1985, pour constituer une « super-fédération ». Ceci a supposé de longues tractations et la mise en sourdine de nombreux points de divergence. La première tentative qui eut lieu, à Langa, en août 1981, tout comme les deux suivantes, en avril et juillet 1982, avait rapidement capoté en raison des désaccords apparus entre le FOSATU et le FCWU d'une part, le SAAWU et le GWUSA d'autre part. Alors que les premiers défendaient le principe d'une confédération, la participation au système

**FOSATU**  
Federation of South African Trade Unions

**IZWILETHO**  
Official Newsletter of the Council of Unions of South Africa  
Vol. 2 No. 6  
JULY 1985

**FOSATU**  
WORKER NEWS  
Federation of South African Trade Unions  
SEPTEMBER 1985 No. 41

## SONDAGES



# LA GRANDE ILLUSION

*x% des Français pensent que...*

**S**ONDAGES, enquêtes, intentions de vote, ... nous voilà gavés de pourcentages et autres « opinions » artificiellement transformées en faits, en événements. Produit de l'inanité du « débat politique », l'expansion de la sondomanie a de effets terriblement conservateurs.

LES sondages sont censés enregistrer des opinions déjà existantes sur tel ou tel sujet. C'est du moins ce que nous disent ceux qui les commandent et/ou les commentent. Comme si le motif de leur commande et la maîtrise de leur publication ne révélaient pas, déjà, leur incapacité à être un outil de connaissance ! Les principaux commanditaires sont les institutions en place et les médias (40% pour les 500 sondages publiés l'an dernier).

Les sondages ne sont pas, comme on pourrait le croire, le reflet d'une opinion publique mais, au contraire, d'opinions privées extorquées une à une, quelquefois inexistantes, artificiellement additionnées : c'est une population statistique (le fameux « échantillon représentatif ») qui est à la base des résultats et non un groupe social réel.

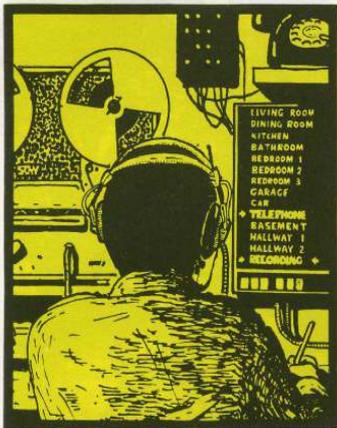
## MACHINE A QUANTIFIER

L'EXISTENCE et l'utilisation actuelle des sondages s'appuient sur deux postulats complètement fictifs. D'abord, tout le monde est censé avoir une idée sur tout, tout un chacun est susceptible d'apporter une réponse fondée à n'importe quelle question. Or les individus sondés ne sont pas forcément intéressés par le problème, ni au courant, ni en mesure de répondre à des questions qu'ils ne se seraient pas posées si un organisme de sondage n'était venu le faire. Le plus étonnant est qu'ils répondent quand même, pour diverses raisons (situation psychologique au moment du sondage entre autres). Ce postulat est à l'image même de l'antique conception de la démocratie athénienne, élitiste, où les

« citoyens » étaient soi-disant égaux au niveau des droits, de l'information, de l'instruction, et avaient les mêmes intérêts de classe, les mêmes problèmes (ce qui n'est absolument plus le cas aujourd'hui). C'est cette image mythique qui amène les sondeurs à interroger un « échantillon représentatif » plutôt que les individus ou groupes directement intéressés, écartant d'emblée les porte-parole de groupes sensibilisés au problème posé.

Le deuxième postulat est que, pour les sondeurs, « des opinions ne se pèsent pas, elles se comptent ». Elles se valent toutes à leurs yeux et les qualités sociales de ceux qui les ont émises ne sont pas prises en compte. Comme si l'on pouvait cumuler les avis de personnes non directement concernées avec ceux des individus impliqués. Question-type : « Faut-il supprimer le latin en classe de 6<sup>e</sup> ? »

Additionnez la réponse d'un ouvrier célibataire de 26 ans avec celle d'un père de famille ayant des enfants scolarisables, secouez bien fort et vous aurez un pourcentage... De quelle valeur ?



## EFFET DE CONFORMISME

CETTE addition de réponses particulières, plus ou moins valables, d'un échantillon global de la population, fournit un résultat statistique global, ayant pour conséquence d'uniformiser fictivement des forces, des tensions de classes antagonistes. L'opinion dite « publique » révélée par les sondages s'ignore comme telle jusqu'à la publication des résultats. C'est l'opinion plus ou moins artificielle d'une population atomisée et sociologiquement irréaliste.

Pour ajouter à la confusion, plusieurs facteurs contenus dans le questionnaire ne font que renforcer le caractère illusoire de l'image globale obtenue. L'irréalisme, d'abord, de certaines questions : « Pensez-vous qu'au niveau de votre bonheur personnel l'année 86 sera meilleure ou pareille que 85 ? » Ensuite, la complexité de certaines questions, sur lesquelles des politologues avertis devraient plancher des heures durant. Incompréhension donc, des sondés par rapport à certaines formulations (qu'ont-ils compris quand ils répondent ?) et des sondeurs également (comment doivent-ils comprendre la réponse ?).

L'ambiguïté des termes choisis (croire, penser, vouloir, souhaiter,...) peut changer le sens d'une réponse. Par exemple, pour imposer sa politique nucléaire, le gouvernement avait commandé un sondage où figurait une question sur le solaire, en terme de « souhait », et une autre sur le nucléaire qui commençait par « vu les problèmes énergétiques de la France... êtes-vous dans l'immédiat pour ou contre le nucléaire ? La réponse était contenue dans la question. Phénomène d'induction que l'on retrouve également dans la juxtaposition de questions. Par exemple, poser une question sur une « catastrophe naturelle », puis une question sur l'état de l'économie en France. Induction également par le choix de termes positifs ou négatifs dans la question.

La forme des réponses à fournir par le sondé est également sujette à caution, parce que prédéfinie et limitée. C'est le « oui » ou « non » sans nuances, ou la gamme des « pas du tout d'accord » à « tout à fait d'accord » en passant par « plus ou moins d'accord » et « d'accord ». Par effet de conformisme, on obtient, chez les individus hésitants et qui ne veulent pas s'abstenir, des réponses médianes. Sondés, puis lecteurs des « résultats » qui se trouvent en conformité avec la « majorité » de l'opinion se sentent forts de participer au pouvoir du grand nombre. Sophisme : la majorité a toujours raison. Si l'opinion présentée comme majoritaire pense ceci ou cela, c'est que ceci ou cela est véridique. Les tenants des réponses minoritaires sont de ce fait placés dans l'erreur. Il suffit donc d'inventer fictivement une « majorité » pour marginaliser les voix critiques. Et étouffer l'esprit critique.

## FACTEURS DE CONSERVATISME

COMME le souligne le sociologue Patrick Champagne : « Les instituts de sondages fabriquent des questionnaires où il est toujours possible de répondre un peu à la façon des jeux télévisés ; ce qui compte ce n'est pas de savoir, mais de pouvoir faire croire qu'on sait, qu'on pense quelque chose ; bref de jouer. » La conjonction de tous ces éléments crée un consensus moyen irréaliste, tendant à regrouper des opinions éventuellement opposées en une majorité « molle ». En sort favorisé le maintien d'un consensus politique moyen, « raisonnable », adversaire de tout changement réel. Inutile de changer quoi que ce soit, puisque la « majorité » pense ceci ou cela. Alibi ô combien commode pour ceux qui veulent escamoter les vrais problèmes.

L'effet idéologique des sondages est primordial et les médias y sont pour beaucoup, qui « réinjectent » dans les esprits les problématiques imposées par les institutions en place ou par eux-mêmes. C'est évident pour la psychose sécuritaire, auto-alimentée à coups de sondages : dans le courant d'« opinion publique » ainsi révélée, c'est moins l'expérience vécue de faits de violence qui est à la base du « sentiment d'insécurité » que le rôle joué par ce thème dans un débat politique déjà polarisé à

l'avance. « Les sondages, constate le même sociologue, loin de recueillir ce que pense le peuple, tendent à recueillir de plus en plus le produit des stratégies de marketing politique, dont l'objectif est de changer, non la réalité, mais l'opinion que les gens se font sur elle. »

Les médias contrôlent l'opportunité de leur publication. Ils gèrent l'événement, refoulent à l'arrière-plan la multiplicité des positions et la diversité des préoccupations. Les sondages font vendre du papier et du taux d'écoute chers aux publicitaires. Et les médias tendent à se présenter comme les porte-parole directs des opinions de l'homme de la rue abstrait. L'expression des groupes et associations agissant dans la société se retrouve se faisant rétrogradée à l'état de simple point de vue particulier.

## ORDINATEUR ET ISOLOIRS

C'E n'est pas pour rien que la caste politique est atteinte de sondomanie. Il y a de fortes analogies de fonctionnement entre sondages et élections : on retrouve la même ambiguïté du questionnement (complexité, amalgame, incompréhension) ; la même brièveté de la réponse à fournir, avec le même « choix » entre des réponses toutes faites dans une gamme limitée ; le même détournement par l'écart de non-réponses ou récupération de la « majorité silencieuse » ; la même création d'un électoral moyen fictif, semblable à l'« opinion publique » ; la même fonction de dissimulation et, par conséquence, de légitimation du système. Et le même mépris des minorités.

A l'heure où les « petites phrases » médiatisées masquent la ressemblance croissante des programmes politiques, la sondomanie conduit les politiciens à rivaliser de démagogie : « x% de Français pensent que » et les politiciens réajustent leur image ou leurs promesses... Les détenteurs du pouvoir de questionner et d'interpréter les réponses sont toujours les mêmes : hommes et appareils politiques, institutions, médias. Les prétendues « enquêtes d'opinion » prolongent et anticipent parfaitement les consultations électorales. En faisant plébisciter par la population les valeurs et décisions de la classe dominante, sondages et élections concourent bien au même but : légitimer le pouvoir politique et ses relais. □

Denis



# ZONE

## ANARCHO-PUNKS DE LILLE

Les SCRAPs, trois titres, une K 7, durée vingt minutes, ça peut paraître un peu court, mais quand on a quelque chose à dire, faut pas attendre, parfois ça faisande. Les SCRAPs n'ont pas perdu de temps... Le premier morceau démarre sur « Le Pen fuck you », ça dérape sur « CRS SS » et ça se scratche sur « Contrôle de l'état ». Qu'est-ce que t'en penses ?... Quoi ? Inaudible ?... La guitare est désaccordée ?... Le truc qu'on entend à un moment donné c'est un court-jus ?... Ouais, d'accord, encore, un cas de syndrome du concierge. Il a peut-être pas tort mon concierge et puis il s'est habitué au confort d'écoute des radios « libres ». Bon j'en reviens à ma première écoute. Les SCRAPs ce sont des lillois. Crasseux à la batterie, Cécile à la basse, Gros Bœuf à la guitare et David au chant. Ceux-là, ils ont la pêche, pas la peine de changer les piles de votre appareil acoustique, il est peut-être déjà trop tard, mais ça vous recharge... Pour ceux qui ne savent pas encore décoder ou pour ceux qui sont allés trop longtemps à l'école ou qui n'ont su s'en débarrasser, les anarcho-punks lillois font suivre le sous-titrage de leurs chansons. Mais je ne veux pas disséquer davantage ce cri de révolte contre la mélancolie ou la passivité ambiante face à l'intolérance, à l'inégalité, à l'exploitation. On ne peut que souhaiter aux SCRAPs et aux autres groupes anarcho-punks de se faire connaître davantage. Pour l'heure, si vous voulez vous en mettre plein les feuilles et recharger vos accus, écoutez les SCRAPs. Sachez tout de même que ce n'est pas remboursé par la Sécu. C'est le moment d'allonger la fraîche.

La K 7 des SCRAPs contre 15 F + 5 F de frais de port.  
Chèques postaux chez SCRAPs, 43, rue de Turenne, 59000 Lille au nom de Comilleau.

J.-L. S.

## INQUISITION SUITE ET FIN ?

Les militants anti-cléricaux de R.F.A. subissent une véritable persécution de la part des autorités (voir Agora n° 28). En effet, en vertu de l'article 166 du Code Pénal (dit article de blasphème), bon nombre d'amendes, d'actions de confiscations, d'interdictions professionnelles et même d'emprisonnement ont été prononcées.

La police de Freiburg a saisi l'affiche annonçant une semaine anti-cléricale organisée par la Bunte Liste, et a traîné les organisateurs devant les tribunaux, ceci avec la complicité des médias qui ont observé un black-out total sur ces affaires.

Mais la solidarité internationale a permis de briser le silence en dénonçant les atteintes à la liberté d'opinion et le caractère moyennageux de ces poursuites. La pression internationale, ainsi que la présence de Marijke Van Hemeldonek (député belge au Parlement Européen), lors du procès a forcé le Procureur à opérer un revirement à 180° par sa demande de suspension de la procédure pour « moindre culpabilité et manque d'intérêt du public ».

Les camarades de la Bunte Liste refusent cette suspension et exigent un non-lieu de première classe, d'autant plus qu'ils ont décidé de l'organisation d'une nouvelle semaine anti-cléricale qui risque de provoquer la reprise de la procédure.

Histoire à suivre... et... à bas la calotte ?

Solidarité : Bunte Liste  
Freiburg  
Post Fach 254  
D. 7800 Freiburg  
R.F.A.

A.C.

## UN SOMBRE VOYAGE ?

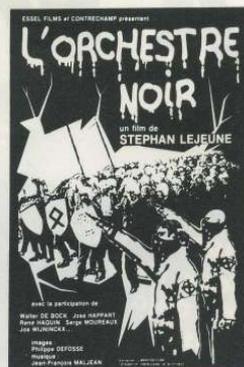
La Belgique connaît depuis la guerre une tradition d'extrême-droite fascisante très importante. Alimenté par le nationalisme flamand d'une part et le mouvement collaborationniste REX de Léo Degrelle, le fascisme belge n'a jamais vraiment désarmé.

Utilisant la place centrale de la Belgique en Europe, les mouvements d'extrême-droite belges ont pu tisser des liens étroits avec leurs homologues britanniques, allemands, français, voire espagnols ou italiens. C'est ce que montre le film de Stephan Lejeune. Des liens qui ne se limitent pas à l'échange de presse ou d'orateurs, mais des liens bien plus solides : des liens du sang, des attentats, du trafic et du trafic d'armes.

Les liens du secret crussent avec l'infiltration de certains services de sécurité belges par un groupe d'extrême-droite flamand, les liens de la haine enfin, avec la montée du racisme en Belgique, sur les traces du Front national français.

C'est une enquête de deux ans que retrace le film « L'Orchestre noir » sorti en octobre 1984 à Bruxelles. « L'Orchestre noir », film couleur de 95 minutes est distribué en France par « les Films du village » 5, passage Montgallet 75012 Paris. Tél : 46 28 45 90. Les tarifs de location sont en 16 mm de 950 F et en cassette V.H.S. de 450 F

## PHOTOS



# LE CYNISME A LA UNE

**FAIRE de l'Afrique un terrain « d'aventure » pour riches oisifs en mal d'exotisme, cela s'était déjà vu. Avec ou sans armes, avec ou sans missiles. Les hordes motorisées qui, depuis 8 ans, en janvier, transportent leur ennui médiatisé ne sont guère différents des mercenaires et missionnaires d'antan. Le comportement suicidaire de jeunes loups n'y change rien. Au rallye « Paris-Dakar », le grotesque le dispute à l'odieux. Le cirque provisoirement démonté, il n'est pas trop tard pour répondre à l'appel dont la revue « Quel Corps ? » est l'initiatrice. Pour l'avenir. Et le présent. Voici les principaux extraits d'un excellent article paru en décembre dans cette revue trop méconnue.**

**L**E « Dakar » est avant tout une entreprise colonialiste et raciste de haut de gamme. Dans « Le Monde » du 14 janvier 1984, un lecteur écrit très justement : « *Paris-Dakar, c'est le sans gêne, l'égoïsme et l'impérialisme sous couvert d'exploit sportif. En faut-il de la suffisance et de l'égoïsme pour oser traverser ainsi sans vergogne des pays qui ne sont pas les nôtres. Imaginerait-on un instant cette horde pétaradante à travers la France durant un mois sans levées de boucliers ; pourquoi et de quel droit faire chez les autres ce qu'on ne voudrait pas chez nous ?* »

## « A NOUS L'AFRIQUE »

« **A**nous l'Afrique », s'est écrit Thierry Sabine avant de se lancer dans ce qu'il nomme « une très grosse affaire ». C'était en 1979, sur la Croisette, à Nice. Depuis, tous les 1<sup>er</sup>

janvier, le père fondateur et sa caravane s'élançant à travers ce continent comme en pays conquis. Les populations locales font simplement partie du décor que les coureurs épuisés, bourrés de cafés et d'amphétamines traversent pied au plancher, « à fond », dans le mépris le plus total des vies humaines. « L'aventure » impose sa vitesse, sa fureur, son folklore indécent, sa pollution, sa « petite guerre » permanente et sa mort aux Africains.

Régulièrement, le « raid » balise son passage de repères macabres. En 1982, une jeune malienne qui jouait sur la piste de son village est écrasée par un véhicule trop pressé. En 1984, la télévision enregistre et diffuse une scène qualifiée d'« insoutenable » et de « révoltante » par Gilles Martineau, qui la décrit ainsi : « *Un corps désarticulé qui vole dans un nuage de poussière, une voiture folle qui part en tonneaux hors de la piste. Une jeune africaine de Haute-Volta reste inerte sur le sol. Son enfant est grièvement blessé. Paris-Dakar est passé.* » (« Le Monde » du 21 janvier 1984). Il

reviendra tuer l'année suivante. Le dimanche 13 janvier 1985, un enfant nigérien décède après avoir été heurté par un équipage japonais. La foule se fait menaçante. Les pilotes repartent rapidement, puis se présentent aux autorités. Une délicatesse que n'avaient pas eue, deux semaines auparavant, les concurrents qui percutèrent trois jeunes spectateurs (dont un grièvement blessé à la tête et aux jambes) près d'Orléans.

Même si, par chance, ces victimes « accidentelles » (?) étaient évitées, comment accepter que l'on puisse jouer et surenchérir constamment avec la mort et la souffrance dans des pays décimés par la misère ? En 1982, déjà, secoué par une « cascade d'accidents » (34 blessés et 3 morts), le rallye prenait pour le directeur de SOS Assistance « une tournure inquiétante ». La course de 1985 fut jugée « abominable » et « impitoyable » par les observateurs. La situation alimentaire des régions parcourues était, elle, qualifiée de « dramatique » et de « catastrophique ». A « l'hécatombe » des concurrents faisait tristement pendant la mort lente de centaines de milliers d'Africains, à la « soif de vaincre », les silhouettes décharnées des victimes de la sécheresse. Les pays qui servent d'espace de jeu ne sont d'ailleurs pas dupes du caractère déplacé et conquérant de cette intrusion annuelle.

## EFFET DE CONFORMISME

**L**E Paris-Dakar est également une insulte et un défi à la pauvreté du continent africain. Les riches européens vont se donner en spectacle, étaler au soleil leur puissance et leur arrogante oisiveté. Pour la gloriole, les vedettes du show-business et les têtes couronnées sont au rendez-vous médiatique et par leur présence créent l'événement.

Mais ils ne mourront pas de faim. Africatour, « le traiteur du désert », assurera quotidiennement leur ravitaillement : trente tonnes de vivres secs et de plats préparés sont spécialement acheminés de Paris et des rations énergétiques de 1 700 calories distribuées à chaque petit déjeuner. Au même moment, en Afrique, la famine menace des millions d'êtres humains. En Mauritanie, (« l'enfer mauritanien » pour nos aventuriers casqués), par exemple, « Le Monde » écrivait : *n'est pas exagéré de parler de disette grave qui se transforme en famine dans de nombreuses localités.* » Toujours en 1985, au cœur du Niger, touché par une sécheresse dramatique, s'étalait comme une giflette au sous-développement le raid Santos de Cartier. A cette occasion, le plus prestigieux des joailliers offrit une montre en or et en acier à chacun des vainqueurs moto, auto, camion. Sa générosité ne s'arrêta pas à cette étape, deux montres en or massif furent attribuées, à Dakar. Enfin et surtout, Cartier créa une « montre unique » en or, sertie de diamants d'une valeur de 100 000 francs, pour récompenser la concurrente gagnant le rallye deux fois consécutives. Sur l'ensemble du parcours, la valeur globale des prix et des trophés distribués par les différents organisateurs avoisinaient les soixante-dix millions de centimes.

Un immense et scandaleux gaspillage, pourtant insignifiant comparé aux tonnes de matériel hyper-sophistiqué et aux budgets engagés par les marques et les commanditaires. En cas de victoire, les retombées économiques sont assurées.

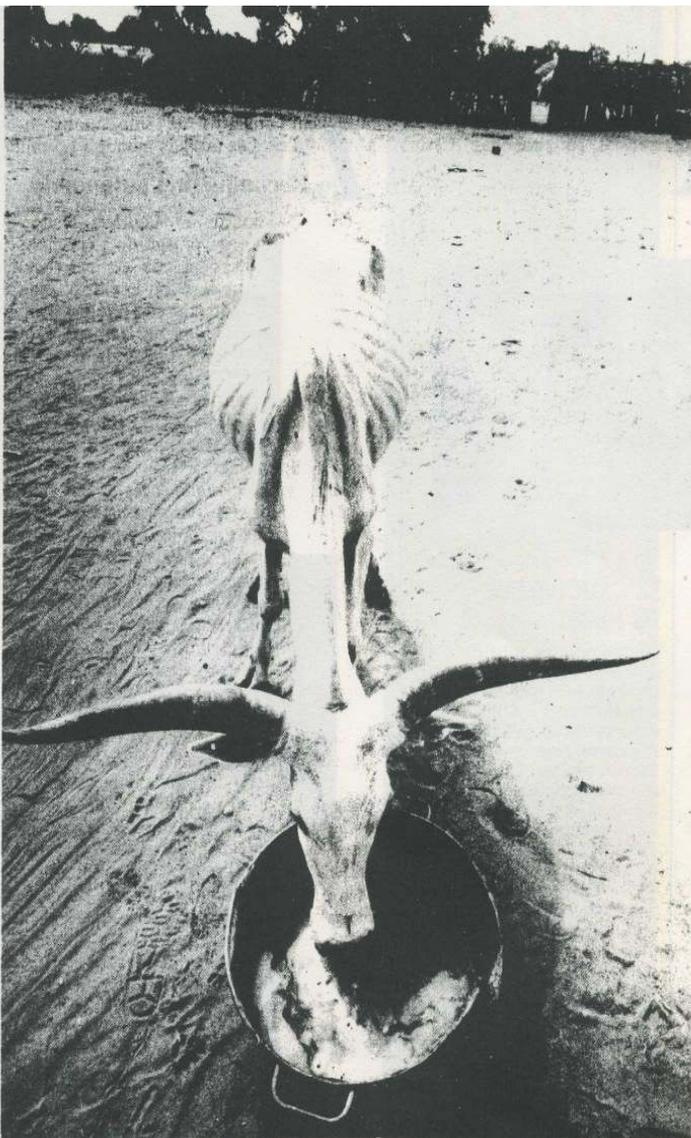
## NEGRIERS DES TEMPS MODERNES

LES « indigènes » africains ne garderont, eux, que « l'image d'une incompréhensible sarabande ». Ils se contenteront de quelques miettes : dépouiller les engins abandonnés, endosser les Tee-shirts publicitaires, « monnaie d'échange extraordinaire » qui remplace les babioles des conquérantes, et se partageront le contenu de quelques camions (médicaments, pastilles déshydratées, matériel divers...) généreusement distribués au passage. Des opérations de mendicité qui permettent aux organisateurs et aux concurrents de se déculpabiliser à peu de frais et d'esquiver les éventuels reproches.

« *Il est temps de dénoncer cette escapade de négriers des temps modernes* », concluons-nous dans un article au journal « Le Monde » l'année passée. Aujourd'hui, pour que les médias cessent de cautionner d'une minorité de privilégiés et de profiteurs européens, nous appelons à dénoncer ce « grand cirque qui se joue sur le continent africain, sans les Africains. » □

### QUEL CORPS ?

« Quel Corps ? » 28 avenue Herbillon  
94160 Saint-Mandé.  
(Les intertitres sont de la rédaction).



## APPEL

*Depuis plusieurs années le rallye Paris-Dakar, organisé par la Thierry Sabine Organisation, défie la conscience démocratique universelle. Une caravane agressive d'engins rutilants traverse pendant plusieurs jours les pays les plus démunis d'Afrique. Non seulement la faune et la flore autochtones sont dévastées, piétinées et détruites mais les populations locales ne sont pas plus respectées. Plusieurs morts et blessés ont déjà été sacrifiés à ce luxe néo-colonialiste indécent qui étale aux yeux de populations affamées et déracinées le luxe des multinationales. Cet étalage de richesse dans des pays qui ont tout juste de quoi survivre n'est pas admissible et doit être condamné au nom du respect des droits élémentaires de la personne humaine. Ce n'est pas parce que les régimes, autoritaires pour la plupart, de ces Etats cautionnent par leur silence ou leur active complicité ces escapades des nostalgiques de la coloniale que nous devons nous taire sur ce scandale. Princes et artistes du show-biz, aventuriers suicidaires en tous genres, fanatiques de la vitesse viennent ainsi de prendre l'Afrique comme terrain de manœuvre pour les équipées sauvages qui se terminent mal souvent aussi pour les concurrents eux-mêmes. Quelle image donnent-ils ainsi de l'Europe, terre d'asile, alors qu'un racisme rampant alimenté par les propagandes xénophobes d'un Le Pen vient renforcer le caractère impérialiste de ce rallye ? Pouvons-nous accepter que des populations entières soient ainsi décimées tandis que des centaines de milliers de litres d'essence sont brûlés en pure perte pour la seule gloire de quelques constructeurs et sponsors rapaces ? Pouvons-nous admettre que les dunes et les pistes d'Afrique soient transformées en autoroutes polluantes ? Pouvons-nous assister, impuissants, aux déclarations provocantes sur « l'exotisme » de l'épreuve ? Combien de morts faudra-t-il déplorer pour déclarer hors la loi humaine cette compétition sportive que les populations et gouvernements d'Europe refuseraient dans leur pays ? Imagine-t-on en effet un tel rallye en France ? Nous ne pouvons pas admettre en Afrique ce que nous ne saurions approuver en France même.*

K



### LE CAUCHEMAR DE NEGRI

L'Italie compte plus de 4 000 détenus et près de 20 000 inculpés sous couvert de lutte anti-terroriste. S'inscrivant dans ce cadre, le 7 avril 1979, le juge de Padoue, Calogero, faisait arrêter 71 personnes qui seront poursuivies au titre de 40 chefs d'inculpation.

Le raisonnement du juge, devenu célèbre sous le nom de « théorème Calogero » est des plus simples : l'Autonomie Ouvrière serait la branche politique d'une vaste organisation — qu'il baptise « O » — possédant une branche militaire, les Brigades Rouges. Et tant pis si parmi les détenus certains n'ont cessé de dénoncer le terrorisme, si certains se sont « dissociés » des brigadistes. D'ailleurs, l'acte d'accusation ajoute, sans rire que Toni Negri et ses autres camarades sont d'autant plus dangereux que jamais on n'a pu prouver l'existence de « O » (sic).

Toni Negri s'en tirera relativement bien. Alors que l'un des procès se déroule, à Rome, de février à mai 1983, il parvient à se faire élire député sur les listes du Parti Radical. Cette « évasion légale » ne dure pas : PCI et Démocratie-Chrétienne font voter la levée de son immunité parlementaire. Negri aura tout juste le temps de passer en France où il vit depuis comme réfugié politique.

Le livre qu'il vient de publier relate cette folle aventure, à partir de notes et de réflexions politiques et philosophiques rédigées durant ces quatre phases (procès, élections, parlement et exil). Quoi que des libertaires puissent penser de certaines références théoriques et du discours de l'auteur, il faut lire ce livre. On ne peut en dire autant de la préface de Bernard Henry-Lévy. Neuf pages durant, au milieu de platitudes dont il a le secret, BHL s'évertue à justifier sa préface, au nom de la liberté d'expression. Pourquoi avoir confié la préface à cet

I

écrivain ? Ne dit-il pas, d'emblée : « je ne suis pas certain que Negri lui-même me soit sympathique (...) il tait à l'évidence partie de (...) mes adversaires idéologiques les plus irréductibles ».

Une raison de plus, selon moi, de lire Toni Negri.

P.A.

• Toni Negri, *Italie rouge et noire*, Hachette, 1985, 324 p., 95 F



### UN EX SANS RENIEMENT

Bon sang, qu'il m'est sympathique ce Lipietz ! Et tant pis pour les gros yeux que vont me faire certains. Voilà un économiste qui, dans la grande vague libérale qui emporte tant d'intellos ex-ecceci ou ex-cela, aurait pu sombrer. Et bien non, dès les premières lignes de son livre « Mirages et Miracles », il fixe ses objectifs : son ouvrage s'adresse autant aux économistes qu'aux militants. Et si cela ne suffisait pas, le dernier chapitre dénonce un certain marxisme qui voulut, un temps, figer l'histoire. Certes, dans le bouquin lui-même on retrouve parfois les origines de Lipietz qui ose encore écrire que « l'Octobre portugais n'eut pas lieu faute de direction révolutionnaire... ». Passons, car l'essentiel du livre n'est pas là. C'est sa démarche militante qui le rend sympathique. Lipietz s'est penché, non sans humour, sur les rapports Nord-Sud. Très didactique, il suit l'évolution de la division internationale du travail au cours des 20 dernières années. Il démontre ainsi la complexité des rapports entre pays développés et Tiers-monde. La diversité des pays sous-développés apparaît encore plus grande. Si la description économique (plus que l'analyse) de Lipietz apparaît intéressante les aspects politiques m'ont paru plus légers. Ainsi, refusant de faire du FMI un loup garou, il impute une lourde responsabilité à « l'inconscience des dirigeants locaux ». Voilà un

O

raccourci qui ne me paraît ni très marxiste ni très astucieux. C'est même dangereux dans la mesure où les libéraux actuels voient la source de beaucoup des maux du Tiers-monde dans les incuries locales. Mais, il est louable que Lipietz, tout en n'évitant pas certains pièges, essaie de faire progresser la vision du monde sans retomber dans certaines ornières des années 50. Pour cela, merci. Et en prime, c'est agréable à lire.

V.M.

• Alain Lipietz : « Mirages et miracles : Problèmes de l'industrialisation dans le Tiers Monde », Ed. La Découverte, 115 F.



### SPINOZA FAIT DU POLAR

Pouy, né en 1946. La biographie de ce banlieusard avoue « presque vingt ans de loyaux services à la ceinture de Paris ». Pouy exerce d'abord des activités très diverses : animateur, maître auxiliaire de dessin, « graphisme, chantiers, petits métiers, chomedi, stages, etc. rien que « du parisien pur beurre ». Il fait irruption sur la scène du polar avec « Very nice » (livre partagé avec J. Raynal) chez Sanguine. Son texte s'intitule « Spinoza encule Hegel ». Disons qu'il propose un remède à l'affrontement entre groupuscules gauchistes : s'affronter les armes à la main dans un décor style Mad Max. C'est d'autre part l'occasion pour l'auteur de souligner son attachement pour le spinozisme, une ultra-gauche d'autant plus improbable qu'elle est douée d'humour. L'ironie est d'ailleurs une arme redoutable chez cet auteur !

Il enchaîne en 1984 avec « Nous avons brûlé une sainte ». Un groupe terroriste Arthur Rimbaud décide de refaire l'itinéraire de Jeanne d'Arc, c'est-à-dire de bouler l'anglais hors de France. Un thème de l'extrême droite nationaliste est ainsi détourné.

S

devenu subversif et poétique, d'autant que la composition du livre et le style sont bien maîtrisés. « Suzanne et les ringards » a déçu lors de sa sortie. Il est vrai qu'il souffre un peu de la comparaison avec le précédent. Toutefois il ne manque pas d'intérêt. On trouve un bon tableau du monde du rock, d'une certaine mentalité, parfois puante dans ce milieu.

D'autre part, les problèmes du roadia, Charles, défiguré et suscitant l'horreur, évoquent ceux de toute différence, de tous les marginalisés. Pouvait-il pas vouer une affection aux artistes sans grades et aimer la radio « à cause des taulards et des aveugles ». Il se refuse toutefois à sacrifier son rôle d'auteur. « Les écrivains et leurs statuts : à poil ! Remember Joyce, Gadda ou Hunter Thompson. Là, à la rigueur. Sinon, c'est un peu les écrits vains et leurs statues. Le polar, c'est comme le reste : une façon de témoigner du désespoir ambiant ». Actuellement il travaille à divers projets, notamment à une transcription de l'épopée du cosaque anarchiste Makhno en plein Paris aujourd'hui. Étonnant, non ? □

Yves

- « Nous avons brûlé une sainte », Série Noire, n° 1968.
- « Suzanne et les ringards », Série Noire, n° 2013.



### ENIGMATIQUE TATIANA

Un riche rentier du nom de Muller est tué de sept balles, le 1<sup>er</sup> septembre 1906, dans un hôtel, à Interlaken.

Une femme, jeune et jolie, une certaine Mme Stafford, se laisse désarmer puis arrêter sans mot dire. Polar ? direz-vous. Juste un soupçon. L'auteur, jouant les historiens-détectives, nous livre chaque phase de ses investigations. Tatiana (Mme Stafford) est suivie pas à pas ; Baynac, l'auteur, se projette à fond dans son personnage, il remonte le temps... Le voilà

Q

militant à ses côtés dans l'Union des Socialistes Révolutionnaires (l'aile gauche des Socialistes Révolutionnaires russes). Contemporain de ces militants russes qui foisonnent entre Genève et Zurich, Baynac nous plonge dans le climat de l'époque.

Par des actions violentes, ces militants entendaient supprimer les « bourreaux du peuple », hâtant ainsi la chute du Tsar et l'avènement de la révolution. Tatiana est de ceux-là : l'assassinat du 1<sup>er</sup> septembre devait être celui du ministre de l'Intérieur russe Doumovo. Nous y voilà ! La mort du rentier Muller est donc une banale erreur...

Tatiana sera condamnée à quatre ans de prison et internée dans un hôpital psychiatrique. De Tatiana nous savons tout ou presque puisque l'auteur la suit de l'école jusqu'à sa mort le 16 mars 1922. Aux questions : Pourquoi cette erreur ? Il y a-t-il eu manipulation ? Pourquoi Tatiana a-t-elle agi seule ? Baynac n'apporte pas de réponse. Mais peut-on le lui reprocher ? Ce livre étrange, savant mélange de polar, de fiction et de récit historique a pour intérêt d'intriguer le lecteur. Il est la démonstration de ce qu'est le travail d'un historien poussé à son paroxysme. □

M.N.

- Jacques Baynac, « Le Roman de Tatiana », Denoël, 89 F.



### BERZINGUE

Le panier de livres d'Agora déborde. Il ne nous reste plus que la place et le temps pour vous les signaler à tout berzingue. A vous de faire le choix.

- Collectif : « La Commune de Paris » (Volonté Anarchiste, 145, rue Amélot, 75011 Paris, 50 p., 20 F). Des textes de Jean-Pierre Gouzy, Bernard Voyenne et Arnaud Marc-

U

Lipiansky extraits d'un numéro du fédéraliste « L'Europe en formation » et parlant de « la plus haute marée du siècle ».

- Larry Portis : « IWW et syndicalisme révolutionnaire aux Etats-Unis » (Spartacus, 5, rue Sainte-Croix de la Bretonnerie, 75004 Paris, 156 p., 70 F). L'histoire des Industrial Workers of the World, le seul mouvement révolutionnaire qui ait existé aux Etats-Unis jusqu'à nos jours.

- Edmundo Marculeta : « Las seis muertes de Durruti » (chez l'auteur, apartado 36012 Barcelone). En dessins, plutôt moins réussis, les différentes versions données sur mort de Durruti. L'énigme du Masque de fer, version anar.

- Collectif : « Michel Bakounine » (Volonté Anarchiste, 34, rue de Fresnes, 92160 Antony). Mais qui donc lit encore Bakounine ? Sus au présent et aux réalités, camarades !

- Gustave Arthur Dassonville : « L'homme comme unité » (L'ODEFI, 2 bis, rue des Champs Maillots, 76000 Rouen). Par l'éditeur du « Brûlot », un anarchisme gothique en cette fin du XX<sup>e</sup> siècle. Bizarre.

- Travail, Revue de l'Association d'Enquête et de Recherche sur l'Organisation du Travail, (26, bd Richard-Lenoir, 75011 Paris). Grèves, occupations d'usines, grèves, bouchons, sabotages : toutes ces formes d'action de la classe ouvrière impliquent un apprentissage de la logique productive, de ses points faibles, de ses connexions, de ses postes stratégiques, de ses alternances technologiques. L'excellent et indispensable travail de « Travail ».

- Avis de Recherche : « Pacifisme et Pays de l'Est » (n° 9), B.P. 53, 75861 Paris Cedex 18, 15 F). Durement réprimées, vite étouffées et isolées, quelques voix pacifistes s'élèvent de l'autre côté du rideau de fer. A lire de toute urgence.

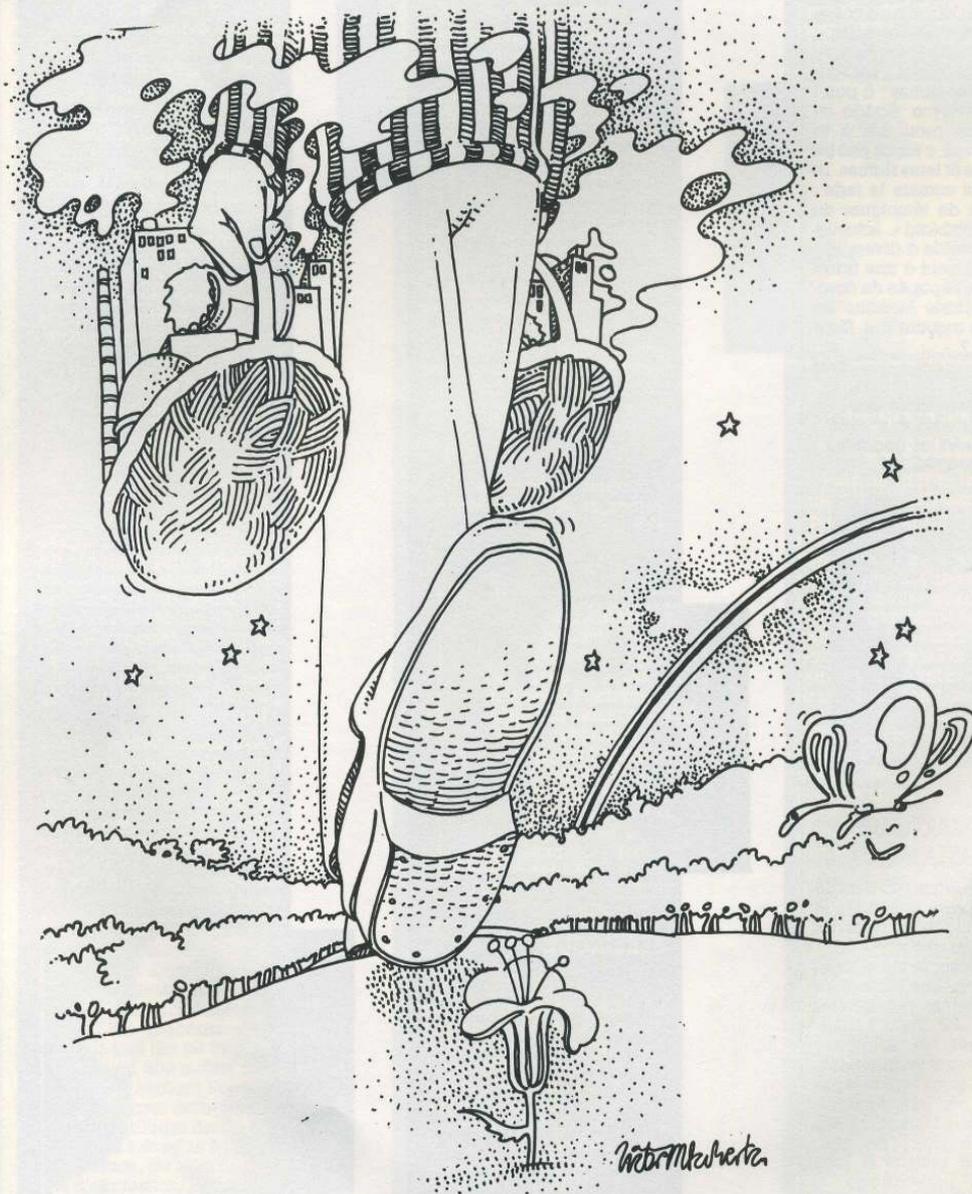


COPYRIGHT

DECLICS

# VOYAGE A TRAVERS LA GALAXIE VERTE

« Les nouveaux mouvements sociaux  
sont planétaires, et leurs militants  
nomades et cosmopolites... »  
(Touraine).



**L** A pensée contestataire française est en panne. Elle ressasse 68. Heureusement, ailleurs, et particulièrement en Italie, on continue à réfléchir sur les mouvements sociaux réellement existants. Et autrement qu'en termes de stratégie pour une hypothétique et hystérique prise de pouvoir. Exemple : les Verts ont fait irruption en Europe... pourquoi ? quelles sont leurs spécificités ? Les extraits du texte italien que nous reproduisons ici, malgré un abord parfois difficile (intello diront certains) indiquent quelques pistes pour la compréhension. Vraies ou fausses, en tout cas stimulantes. De la nourriture pour nos têtes.

UN ensemble de mouvements, regroupements, structures plus ou moins stables, se présentant avec une grande variété de formes, s'est créée et développée au cours de ces dix dernières années dans tous les pays occidentaux. Il constitue désormais une constante, un fait social, si divers soit-il. Ce que, par brièveté, nous appellerons le Mouvement Vert, présente une caractéristique commune : celle d'avoir cohabité pendant des années à côté des luttes ouvrières sans toujours réussir à les fréquenter.

Au-delà des moments d'unité, d'alliance, de large débat que, malgré tout, les mouvements Verts ont réussi à susciter dans des pays comme la RFA, l'Irlande, la France, c'est-à-dire là où ils étaient les plus forts et à leur apogée ; au-delà de « l'anomalie anglaise », où c'est la lutte des mineurs qui a produit un moment de débat et de lutte commune (mouvement antinucléaire, féministe de Greenham Common), la réalité qui saute aux yeux, c'est la coupure presque complète, dans le social comme dans la pratique, entre luttes ouvrières et mouvements sociaux en général, et Vert en particulier (cette rupture existant aussi sur le plan du discours). Ceci créé une situation



apparemment paradoxale : des mouvements et des forces luttant sur le même terrain, le terrain social, sans jamais se rencontrer, bien moins à cause d'une profonde diversité politique et idéologique, que par un véritable blocage de la communication.

### LA DÈCENNIE DES TERRAINS MOUVANTS

NOUS partons donc de l'hypothèse que la non-communication entre ces regroupements et les luttes de classes, n'est pas autre chose que la concrétisation d'une polarité, existant depuis longtemps dans le social et s'affichant aujourd'hui comme telle, entre les conflits sur le terrain de la production et les conflits sur le terrain de la reproduction (conditions et ressources nécessaires à la reconstitution de la force de travail).

Existe-t-il réellement une séparation entre conditions et modes de production et conditions et modes de reproduction ? Y a-t-il eu ces dernières années des changements structurels et culturels tels qu'on puisse considérer ces nouveaux mouvements comme des produits découlant d'une société qui change de peau ? Et alors, quels sont les nouveaux langages et les nouvelles références de ces mouvements différents ?

Que ce soit dans le milieu du travail ou dans la production théorique et pratique des mouvements

Verts, nous pouvons déterminer l'existence d'un terrain commun aux deux et dépendant des mêmes coordonnées, à savoir : le temps, les limites et le localisme.

Ce terrain commun c'est, bien sûr, celui de la reproduction. C'est-à-dire, l'abandon à partir des années 60, de la séparation entre usine et société (valorisation des marchandises au point que tout, même le besoin, devient marchandise). Cette socialisation de la production, dans le champ social entier, a assimilé peu à peu à la logique du profit toutes les dimensions de la socialité humaine. Elle a créée un tissu complexe de rapports de pouvoirs qui envahissent jusqu'aux plus petits aspects du quotidien.

A partir du mouvement des femmes, il est vrai que sur le terrain de la reproduction se sont superposées des pratiques conflictuelles différentes. Il est tout aussi vrai que font défaut les éléments positifs permettant une élaboration théorique capable d'aller au-delà des simples interconnexions qui ont pu s'établir sur le terrain. C'est la colonisation du terrain de reproduction qui, en s'affirmant grâce à un renversement total du rapport entre homme et nature, a permis la diffusion et l'implantation des mouvements Verts au cours de cette décennie.

Les Verts se présentent donc comme une forme de cette tension entre moment subjectif et globalité de la production et reproduction sociales. On peut le voir clai-

Le passage de l'époque du mythe à celle de « l'utopie concrète ».

## Quand le temps de travail ne gouverne plus la vie, pour le pouvoir il s'agit de gouverner la mort.

rement dans ce courant de l'écologie qui, refusant la production et reproduction capitalistes, suscite des pratiques de type coopératif, des services et activités autogérés, alternatifs... Superposé à ce courant, il y en a un autre, où les formes de regroupement se basent sur des objectifs spécifiques et des revendications directes (« Archipel Vert italien » par exemple). Ce dernier courant, s'il ne génère pas de structure stable, s'attaque néanmoins, par ses pratiques conflictuelles, aux divers aspects de la reproduction.

### ENTRE « NO FUTURE » ET « UTOPIE CONCRETE »

**L**E temps newtonien est en perpétuel développement, linéaire et déjà pourvu de sens. Par contre, le temps des mouvements Verts se présente comme une variable subordonnée à la fois à l'activité humaine dirigée vers un but et à la dynamique de la transformation possible. Dans la perception de ces mouvements, le temps est relativiste, non-newtonien.

Le temps newtonien de la raison, plein de mémoire, est celui du mouvement ouvrier. Il est pris comme terrain de choc de classe et comme base de processus de valorisation des marchandises par le travail humain. Or, dans les luttes prolétaires de la dernière décennie, la mesure du temps imposée par le capital s'est trouvée substituée par « l'incommensurabilité ». Une incommensurabilité axée sur le besoin non-monnayable de temps pour vivre, sur la tendance à la réappropriation et l'autodétermination du temps.

A ce moment-là, l'ancienne architecture temporelle croule, pour laisser place à un temps fondé sur la subjectivité et l'intériorité, et relevant d'un besoin de libération que ne peut plus contenir une jouissance de type parcellaire. Ainsi, dans les mouvements Verts, le temps mécanique newtonien a été remplacé par un temps non linéaire, entropique et relati-

viste. Justement parce qu'il est, par définition, une variable du projet humain, ce temps-là, à l'égal du temps psychologique, est irréversible et il oppose la fin (des ressources, de l'énergie...) à la finalité (dans l'histoire universelle). Il met en évidence, d'une part le passage de l'époque du mythe à celle de « l'utopie concrète » et, d'autre part dans le cas des regroupements Verts non traditionnels ou simplement « protectionnistes », le fait que le noyau de leur discours soit éminemment social.

En effet, bien que dans ces mouvements soient présentes et répandues les visions catastrophistes (où c'est la fin qui prévaut), il y a toujours au centre de leur action, le milieu, la nature, les ressources naturelles, et ceci en relation avec le développement de la société et son mode de reproduction. Et non pas, comme on peut le penser, la nature seule. Et ce n'est pas par hasard (même si ce n'est pas l'essentiel de leurs positions) si derrière ce noyau il y a ensuite une critique de la science et du modèle occidental de croissance qui soit aussi radicale, même si, d'un point de vue de classe, cette critique reste abstraite et fuyante.

Bien qu'elle soit encore en quête d'une forme spécifique, la nouvelle perception du temps reste celle d'un temps non linéaire et donc privé de mémoire. Pour elle, ce n'est pas à la nature d'être déshistoricisée. Au contraire, est absente de cette mémoire non linéaire la critique des agents de classe de la production et de la manipulation de cette nature. Ce qui était la donnée de départ de la mémoire de classe est ici remplacée par la tension vers une capacité collective d'autodétermination du rapport avec la nature.

Le terrain de la praxis et de la théorie des mouvements Verts est donc effectivement délimitée par un facteur temps qui lui est propre. De ce point de vue, on peut dire que ces mouvements, produits de notre époque, sont dans l'impossibilité constitutive de se « vêtir de rouge » et de s'insérer dans la lutte de classes sur le terrain de la pro-

duction. En tout cas, pas dans les formes et les modes que certains en attendent en les voulant capables de s'intégrer activement et antagoniquement dans le vide et le désastre que les organisations traditionnelles ont laissé sur le terrain de la production.

### LA THEORIE DE LA LIMITE

**E**N 1972, le M.I.T. (Massachusetts Institut of Technology) entreprit une étude sur les limites naturelles de la croissance industrielle en prenant pour base une probable et prochaine catastrophe écologique. Ceci en vue de déterminer les mesures adéquates qui pourraient freiner la détérioration de l'environnement. Le projet prenait en compte cinq points : la croissance démographique, la production des aliments, l'industrialisation, l'épuisement des ressources naturelles, la pollution. Le but avoué était de mettre fin au processus progressif d'ingouvernabilité du champ social provoqué, selon eux, par le déséquilibre du système industriel.

Ce rapport, lorsqu'il parut, faisait donc sienne l'idée d'une possible fin catastrophique de la civilisation industrielle. Il considérait la conflictualité sociale comme résultante de la dégradation de l'environnement et des formes « irrationnelles » de développement, et non pas comme une composante fondamentale de la crise.

La crise énergétique du Moyen-Orient a alors fait que les prévisions catastrophistes du M.I.T. deviennent le pain quotidien des mass media et circulent rapidement dans l'opinion publique mondiale. C'était la fin de la certitude, liée à l'idée, ô combien utopique, de l'inépuisabilité des sources d'énergie.

Mais ce qui est aujourd'hui réellement en crise, c'est la légitimité du capitalisme mondial et sa capacité à contrôler toutes les variables sociales. Derrière la crise énergétique il y a les masses du Tiers-monde qui revendiquent leur

## Entre luttes ouvrières et mouvements sociaux un véritable blocage de la communication.

autonomie. Derrière la dégradation de l'environnement se niche le spectre de l'insubordination prolétarienne. Si les scientifiques du M.I.T. faisaient seulement allusion à la dynamique sociale, d'autres chercheurs, comme Fred Hirsch, se sont fait les défenseurs de la thèse de l'impossibilité d'un développement illimité, non pas tant à cause d'un épuisement progressif des ressources naturelles, mais à cause de l'épuisement des biens et services non matériels (bien dits « positionnels »).

Ce qui ne fonctionne plus, selon Hirsch, c'est la notion qui postulait que la croissance économique entraînerait la croissance de toute la société. Pour lui, c'est le contraire qui se produit : quand les demandes ne sont plus dirigées vers la satisfaction des besoins primaires, mais investissent l'ensemble des biens

sociaux, la conflictualité s'accroît, au lieu de diminuer, provoquant des processus de désagrégation et de délégitimation du système.

Il est intéressant de voir comment les mouvements sociaux et les Verts en particulier, en Europe, ont pris en charge, dans les années 70 et 80, la problématique de la limite, d'un point de vue conflictuel. La société capitaliste se repliant sur elle-même, fait de l'apocalypse son destin interne : repousser la mort, réussir à gouverner, soumettre le futur au présent en le prédéterminant (avec le fardeau de la mort que cette société produit d'elle-même) : voilà son objectif. Quand le temps de travail ne gouverne plus la vie, pour le pouvoir il s'agit de gouverner la mort, de gouverner la fin du monde, de l'utiliser comme possibilité apocalyptique : voilà sa violence.

Pour les Verts, jouer la mort pour démasquer le pouvoir et s'ouvrir ainsi une capacité de rébellion, est l'heureux bouleversement de ces dernières années. Certains pensent que la thématique des Verts sur les limites du développement (thématique qui opte pour une vision catastrophiste) cache la réalité du rapport de domination de classe et subordonne ainsi ce problème à celui de « la fin du monde ». Cette critique ne nous paraît pas très réelle, puisque les nouveaux mouvements assument la théorie de la limite non comme un élément bloquant la conflictualité, mais comme un accroissement de la connaissance des nouvelles dimensions des dynamiques sociales. □

Fabrizio BACCIOLA  
Serena LAUZI



## CINQUANTE ANS

# 1936 : ESPAGNE NOIRE ET ROUGE

### BARCELONE

#### LE SALAIRE FAMILIAL

« QUAND se termina, dans les rues de Barcelone, la lutte à laquelle ils avaient pris une part active, tous les travailleurs de la branche (Industrie du Verre Optique) se réunirent en vue de leur organisation. Un de leurs premiers soins fut de réaliser, le plus rapidement possible, la collectivisation et, en attendant, d'imposer à chaque firme, un contrôle qui empêcherait les patrons de retirer les fonds et les marchandises.

Par la suite, on étudia le moyen de réduire les frais de la nouvelle industrie qui prenait naissance et d'établir le salaire unique et le salaire familial, en attendant que l'organisation (C.N.T.) transmette des consignes générales sur cette question.

Aujourd'hui, les femmes qui travaillent dans l'industrie du verre optique gagnent autant que les hommes : la classification par catégories et sexes a été abolie. Tous reçoivent le même salaire. A vingt-quatre ans, les ouvriers gagnent les quatre cents pesetas mensuelles fixées par l'accord. Cependant, si avant cet âge ils sont mariés, ils ont droit aux quatre cents pesetas mensuelles, plus cinquante pesetas pour chaque personne à leur charge. Sont admis à bénéficier de cette indemnité, les parents et toutes les personnes âgées qui vivent sous le toit de l'ouvrier, même si elles n'appartiennent pas à sa famille ».

**D**IX neuf juillet 1936 : La révolution espagnole commence. L'épopée, le mythe se mettent en place. 50 ans plus tard, qu'en reste-t-il ? Quelques bulles d'espoir, de liberté, quelques rumeurs de fête et une revanche sur le vieux monde...

*Les commémorations sont tristes et insipides. Les « hauts faits » se révèlent souvent à la longue bien mesquins. L'histoire se réécrit au quotidien et aujourd'hui la révolution espagnole ne trouve pas d'éditeur. Demain, peut-être...*

*En attendant, nous avons choisi d'en parler à travers l'exemple de quelques collectivités. Le texte qui suit a été établi, à la suite d'une enquête faite par la C.N.T., en 1937. Mais c'est plus qu'une enquête, c'est toute une époque que l'on découvre. Et l'on y retrouve des problèmes qui n'ont cessé, depuis, d'être actuels.*



### TARRASA

#### LA LUMIERE A REMPLACE LES TENEBRES

« TARRASA est une vieille cité historique, possédant d'antiques couvents et églises. Comme dans toutes les villes, le fanatisme religieux avait ses zones d'influence autour de ces églises et de ces couvents, véritables antres d'abscurantisme...

Les couvents d'autrefois sont aujourd'hui complètement transformés, ouverts à l'air et à la lumière et seront donnés, bientôt, à des écoles.

L'église la plus importante de la localité sert de garage à des camions, à des automobiles et aux accessoires saisis par les camarades de la C.N.T.

Quant à l'église ou temple de Saint-Pierre, de style gothique, son antiquité, la beauté architecturale de sa nef soutenue par d'élégantes colonnades et son admirable conservation, lui vaudront d'être gardée et transformée en Musée régional ; »

### TORROELLA

#### TORROELLA DE MONTGRI

« En partant de Gérone, la route étroite et rectiligne, bordée d'arbres, traverse de petits villages aux maisons de torchis, serrées autour de vieilles églises aujourd'hui désertes et inutiles.

« L'Eglise de la localité sert de garage »

## LA PUISSANCE DE LE VOLONTE

« Notre arrivée se fit la nuit alors que l'ombre noyait la place de la ville, entourée de typiques arcades. Il existe dans Torroella de Montgri un grand nombre de maisons de noble apparence ; elles appartenaient à des seigneurs qui y avaient leur résidence d'été. Toutes ces maisons ont été saisies. Elles servent aujourd'hui à des œuvres sociales dont leurs anciens propriétaires ne se seraient jamais avisés.

La plupart des camarades que nous y avons rencontrés sont jeunes et animés d'une grande force dynamique. Avant le soulèvement, on savait à peine ici ce que représentait la Confédération. Dans ce village qui compte environ six mille six cent habitants, il y avait bien quelques sympathisants de notre organisation, mais son influence était loin de se faire sentir d'une manière générale. Surgit le mouvement révolutionnaire et nos camarades déployèrent une grande activité... Toute la classe ouvrière est aujourd'hui regroupée dans la C.N.T. Avec de la volonté on peut réaliser beaucoup de projets. C'est ce qu'ont démontré les camarades de Torroella de Montgri.

## LA COLLECTIVITE DES MAÇONS

Le Bureau syndical de la branche Construction est installé dans l'ancienne Banque de Palafrugell. C'est là que nos camarades nous reçoivent.

— Une de nos principales améliorations introduites dans notre section — nous disent-ils — a été l'unification des salaires. Ainsi disparaît l'odieuse différence de traitement entre la manœuvre et l'ouvrier. A part les apprentis, tous gagnent maintenant 55 pesetas par semaine et nous avons l'intention de créer le salaire familial.

Nous faisons la semaine de 40 heures et nous en profitons pour travailler le samedi après-midi et le dimanche aux fortifications. Ceux qui

étaient, autrefois, des entrepreneurs, sont maintenant des ouvriers traités aux mêmes conditions que nous. Prévoyante, la collectivité réserve l'excédent des recettes pour payer les journées où la pluie arrête tout travail.

En outre, la plus large solidarité est pratiquée par ces camarades. Lorsqu'un ouvrier est malade il gagne le même salaire que les autres. Est également digne d'être mentionnée cette disposition qu'ils ont prise vis-à-vis des ouvriers trop vieux pour travailler : elle consiste à leur payer le même traitement qu'à ceux qui travaillent. Nous avons pris congé de nos camarades de la Construction avec une excellente impression des travaux qu'ils ont déjà réalisés et de ceux qu'ils espèrent réaliser encore.

## LA MUNICIPALITE ET SON ACTIVITE

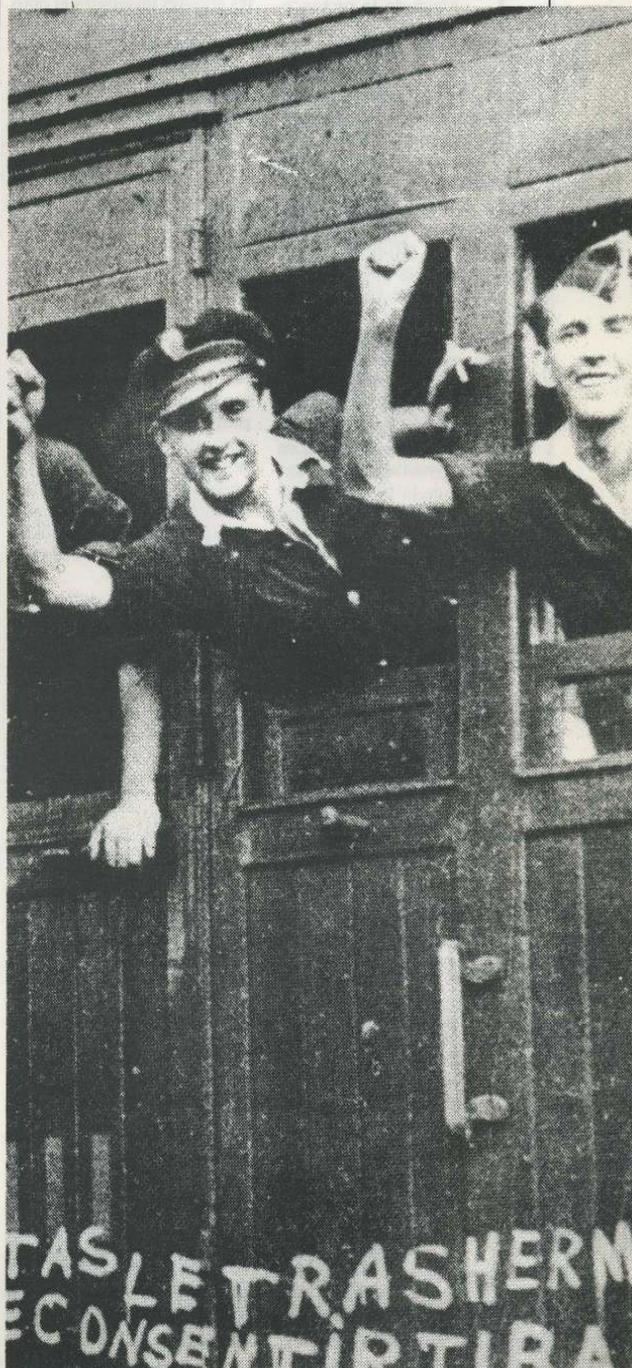
Les spectacles publics sont également collectivisés. Ils ont déjà organisé de nombreuses séances en faveur des milices, auxquelles ils destinent 5% de leurs recettes. A cette section appartient la célèbre còbla « Els Mongrins » qui a cinquante ans d'existence et qui a contribué avec tant de succès, à faire connaître dans toute l'Espagne et à l'étranger la mélodie des typiques sardanes...

Dans Torroella de Montgri, lors de notre visite, la municipalité était constituée de la façon suivante : cinq éléments de la C.N.T. et pour la F.A.I., un pour les « rabassaires », deux pour le P.O.U.M. et deux de la Gauche républicaine catalane (Esquerra).

Ont été saisis les deux palais qui étaient la propriété du marquis de Robert. De même, ont été saisis par la municipalité, les immenses pâturages qui appartenaient au marquis de Camps.

Les Jeunesses Libertaires et le Syndicat ont organisé deux bibliothèques publiques garnies de livres saisis dans les riches maisons particulières de la localité. Ces livres, qui représentent un trésor de culture, serviront au peuple.

Les textes sont extraits du recueil de documents intitulé « Collectivisations. L'œuvre constructive de la Révolution espagnole (1936/1939) ». Première édition : C.N.T.-F.A.I., Barcelone, 1937. Deuxième édition : C.N.T. d'Espagne en Exil, Toulouse, 1965.



« Toutes ces maisons ont été saisies »

## LECERA

### EN COMMUNISME LIBERTAIRE

« LECERA est le premier village de la province de Saragosse. Il compte 2 400 habitants. C'est le camarade Pedro Navarro Jarque, instituteur natif de Lécera qui répond à nos questions.

— Le comité fut appelé Révolutionnaire Antifasciste et fut composé de sept membres, tous du Syndicat des Travaux Divers, affilié à la C.N.T. Il y a une complète liberté d'action et ne reçoit de coups de frein ni d'influences d'aucun parti politique. Nous fûmes nommés en assemblée et nous représentons les aspirations de tous le village. Nous avons les mêmes facultés qu'une mairie pour tout ce qui concerne l'administration et la vie de la population. Il y a un Conseil d'Administration local composé de cinq membres appartenant aussi au Syndicat de la C.N.T., qui s'occupe d'organiser le travail des champs et des industries de Lécera. Nous avons nommé un délégué du travail qui, en collaboration avec douze sous-délégués, s'occupe des besoins de la colonne qui lutte sur ce front et du travail collectif.

— Avez-vous collectivisé les terres ?

— Cela a été un problème très difficile, où, plus exactement, ce problème existe encore, car nous désirons que les hommes viennent à nous, convaincus de l'excellence et de l'avantage de nos idées.

Nous avons collectivisé les grandes propriétés et nous avons respecté jusqu'à présent les petites. Si les circonstances nous sont favorables, nous avons l'espoir de voir le petit propriétaire venir de lui-même à : la collectivisation.

Actuellement, on recueille le safran dans toutes les petites propriétés, on le met en collectivité et on l'emmagasine pour les usages de la consommation et pour les échanges.

Les petits propriétaires qui autrefois avaient à peine de quoi manger, puisque la récolte était presque totalement emportée par les grands propriétaires qui se payaient, ainsi, des dettes contractées, désiraient, d'abord conserver leurs terres ; mais, en assemblée générale, on fit comprendre la nécessité de mettre les récoltes en commun et l'adhésion fut unanime.

Le Comité Révolutionnaire désire que l'on connaisse le travail immense du camarade Mabel Martinez, sous-délégué social du front de Lécera. Tout le village lui en est reconnaissant.

— Il y a longtemps qu'il travaille dans le Comité ?

— Près de trois mois. Le 25 août, il prit possession de ces fonctions, établissant depuis cette date le régime du communisme libertaire et abolissant la monnaie dans la ville. On a fait l'échange de divers produits avec Tortosa et Reus. On a abattu pour les milices de ce front 5 000 moutons et on a livré à la consommation 280 000 kilos de blé. Le Comité chargé du ravitaille-

ment fournit, en échange, toutes sortes d'articles à la population civile. Par l'intermédiaire des sous-délégués de travail, qui sont aussi délégués des faubourgs, on connaît parfaitement les ouvriers qui travaillent et le délégué du ravitaillement, qui détient dans le magasin de comestibles un livret familial, donne à chaque famille ce qui lui est nécessaire. »



« La monnaie a été abolie dans la ville »

# MEGAPHONE

Les libertés s'écrivent sur tous les formats et nous fixent des rendez-vous à ne pas manquer.

## MISE EN CARTES

Les Editions de Quat'Sous viennent de publier une série de cinq cartes postales. Les thèmes ? La CNT, l'antimilitarisme, Stimer... Deux dessins sont extraits du livre de Jean-Louis Pham-Van, « Laminoin ».

Cette série de cartes postales est vendue par correspondance, 15 F, franco de port, en écrivant aux éditions susdites, BP 403, 80004 Amiens cedex.



## LIBRE SONNEUR

C'est le titre d'un mini-roman rural de Yves Frémion, publié en 1981 et dont nous avons alors parlé. Depuis il a été enregistré par l'auteur. C'est une cassette éditée par Radio Libertaire et diffusée par Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris. Son prix est de 50 F port compris. La pochette est de Cabanes, d'après la couverture du livre. Cela dure approximativement une heure pendant laquelle on ne devrait pas s'ennuyer. Cette cassette, diffusable (et déjà diffusée) sur les radios privées, est la première d'une série de cassettes littéraires. On peut aussi encore se procurer le roman original auprès des Ateliers du Tarrayac, BP 1, St-Jean-du-Bruel, 12230 La Cavalerie, 30 F port compris. Attention, tirage limité !

## SI ON CAMPAIT ?

Depuis 1983, un rassemblement anarchiste a lieu (presque) chaque année en Hollande. Cette année, cela débutera à partir du jeudi soir 15 mai, jusqu'au lundi 19 mai inclus. Ces rencontres internationales auront lieu à Appelscha (20 km de Assen), au terrain de camping « Tot Vrijheidsbezenning », Aekingaweg 1 a, tél. 05162-1878.

Au côtés d'activités culturelles (musique, théâtre...) seront organisés des débats sur les thèmes suivants : féminisme, antimilitarisme, écologie, syndicalisme.

Adresse pour les contacts : Mike Alibi (I.A.B.), Nieuwe Gracht 40, 3512 LS Utrecht (Hollande).

## LE SPHYNX ROUGE

Les Cahiers de l'Institut d'Histoire des Pédagogies Libertaires ont pour ambition de mettre en circulation des textes ou des éléments d'information destinés à alimenter la réflexion actuelle sur l'éducation. Les théoriciens et les praticiens célèbres (Ferrer, Robin, Faure, Freinet...) seront tour à tour évoqués, ainsi que les expériences et les mouvements qui se sont développés à leur suite ou parallèlement.

« Le Sphinx Rouge » d'Han Ryner, qui constitue l'essentiel de ce « Cahier n° 2 », est un roman philosophique qui aborde tous les thèmes que la pensée individualiste de son auteur jugeait importants : amour, divorce, inceste et avortement, mais aussi relations sociales et économiques, justice et liberté, et surtout la guerre qui est au centre du récit, imaginaire celle-là, mais d'une tragique authenticité pour le lecteur d'après 1914, d'une cruelle vérité pour le lecteur de 1986. Un livre de 192 pages pour 80 F.I.H.P.L., Caradeuc, La Harmoye, 22320 Corlay.

## GRAND ECRAN

Le Centre d'Etude et de Culture Libertaire et le Groupe anarchiste de la Région Toulonnaise (F.A.) organisent une « Quinzaine du cinéma libertaire » du 5 au 18 février au cinéma Utopia à Toulon. Pour tout contact, programme, renseignements... on téléphone au 94 62 39 13 ou au 94 87 31 44.



## UN GRAND RAMASSIS

A la coordination nationale anti-symboliose armée-éducation nationale qui s'est déroulée les 21 et 22 septembre derniers à Angoulême, il a été décidé que l'ARMS assurerait la gestion, la diffusion, ainsi que l'élaboration de Ramassis d'Infos sur la Militarisation de l'Enseignement, outil principal de la coordination, assurant ainsi la continuité du travail du COT d'Albi.

A l'heure où la militarisation de l'enseignement, faisant l'objet d'un consensus quasi général, se développe à un rythme toujours croissant (Protocole Hemu-Savary, « Marseillaise » obligatoire dès le Cours Préparatoire, retour en force d'une certaine Education civique, des idées et méthodes autoritaires...) il nous semble urgent et important de réagir.

Nous rappelons que le Ramassis est un outil au service de la coordination nationale des collectifs luttant contre la symbiose armée-éducation, développée par le gouvernement depuis 1982. Ce journal recense toutes les informations ayant un rapport avec la mise en place de cette symbiose : articles de presse, textes officiels, etc. C'est un outil de travail indispensable à tous les enseignants, parents d'élèves ou individus préoccupés par le problème.

ARMS (association de recherche sur la militarisation de la société), Maison des Associations, Le Nil, Route de Bordeaux, 16000 Angoulême.



## ECHOMEDIA

Echomédia, qu'est-ce ? Un réseau d'information international sur tous les événements qui ne sont pas ou sont mal répercutés par les médias officiels. Une « banque de données » internationale sur divers thèmes : actions antifascistes, antimilitaristes, anticolonialistes, autonomes, squatts, prisons... En fait, toutes les luttes ou pratiques de ruptures marginalisées par les médias officiels. Des contacts, des adresses, des fanzines dans une dizaine de pays. Une possibilité d'actions coordonnées et simultanées dans plusieurs pays. Une sorte d'agence de presse internationale. Et où peut-on contacter cette belle et saine jeunesse ? A USINE, 15 rue Kléber, 93100 Montreuil ou à Echomédia Paris, — Jeune Compas, 17 rue des Vignoles, 75020 Paris.

# LE PROGRES : HERSANT GARDÉ A VUE

Le tribunal de Commerce de Paris a nommé un mandataire de justice au « Progrès de Lyon ». Son rôle : veiller à ce que Robert Hersant n'y commette rien d'irréversible. Un jugement de Salomon. Lire pages 2 à 4.

• NELLE SERIEN N° 1449

4,50 F • MERCREDI 15 JANVIER 1986

# Libération

## Liban: Gemayel dit non à Assad

Après deux jours de rencontre au sommet avec le chef de l'Etat syrien, le président Gemayel a refusé l'accord signé à Damas entre les trois grandes milices libanaises pour mettre fin à la guerre au Liban.

Lire page 20.

Les crayons noirs de l'espoir

# LA B.D. PRISE EN OTAGE PAR LES ANARS

Pour 30 F, les dessinateurs Soulas, Kristen, Tapage, Nocturne, Djebel, Nicol, Cam, Sentou, Le Trouher, Mendit, Le Du... montent un gang et s'emparent d'"AGORA libertaire". B.P. 3098, 31026 Toulouse pour la transformer en "Anarchy-Comix".



36 pages de B.D. pour une rançon de 30 F

ANTILLES-REUNION 7,20 F • ALGERIE 2,50 D.A. • ALLEMAGNE 2 DM • AUTRICHE 1,5 Sch • BELGIQUE 12 F • CAMEROUN 185 CFA • CANADA 5,10 \$ • COTE D'IVOIRE 315 CFA • DANEMARK 10 Kr • EGYPTE 1,80 L • ESPAGNE 140 Ptas • ETATS-UNIS 1,25 \$ • FINLANDE 8,50 MK • GRANDE-BRETAGNE 60 P • GRECE 110 Dr • ITALIE 1,70 Lit • LUXEMBOURG 12 F • MAROC 1 Dn • PAYS-BAS 2,25 Ft • PORTUGAL 110 Esc • SENEGAL 335 CFA • SUEDE 10 Kr • SUISSE 1,80 F • TUNISIE 430 M